

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 499

24 février 2015

SOMMAIRE

Aircraft Solutions Lux XVI S.à r.l.	23908	Igny S.à r.l.	23913
Alawar Media	23915	InfraTaf Holding S.à r.l.	23945
A&L Kapital AG	23908	INMA S.A.	23909
ArcStore S.A.	23910	International Financial and Commercial Holdings 1 S.à r.l.	23922
Concept s.à r.l.	23906	Invoxis S.à r.l.	23906
Confections Lanners, S.A.	23906	Ilemri GmbH	23925
Delta Planet Investment S.à r.l.	23950	Loki Invest S.A.	23909
Domac S.A.	23915	LSF6 European Debt Accumulation S.à r.l.	23909
Enchilos Holding S.A.	23911	LuxcoSITQ 3	23910
FARES Finance S.à r.l.	23911	LuxcoSITQ 7	23951
Financière de Lascanas S.à r.l.	23912	LuxcoSITQ 7	23910
Flex-N-Gate Luxembourg S.à r.l.	23911	LUXELEC Building Technology	23917
Flex-N-Gate Luxembourg S.à r.l.	23911	Möbelhaus THIEX S.à r.l.	23907
Flying Circus S.A.	23912	Nouvelle Luxelec S.A.	23917
Forworx Luxembourg S.à r.l.	23912	Pamiga Finance S.A.	23907
FTF Galleon S.A.	23906	Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l.	23926
Futureoil S.A.	23912	Puzzle S.à r.l.	23907
G.A.N. Soparfi S.A.	23906	Shpaga Games S.A.	23915
Globo S.A.	23907	Suco Société Anonyme	23952
GPE VI FIS GP S.à r.l.	23907	Suco Société Anonyme	23952
Green-Man S.à r.l.	23952	The Duty Free and Travel Retail Company	23910
Green-Man S.à r.l.	23952		
GT Global Invest (Lux) S.à r.l.	23908		
Haget S.à r.l.	23943		
Helio Energia Holdings S.A.	23946		

Concept s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9635 Bavigne, 11, Duerfstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 99.428.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015012627/10.

(150015026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Confections Lanners, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 18, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 102.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015012628/10.

(150014783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

FTF Galleon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 154.340.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 12 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015012707/11.

(150015046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

G.A.N. Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 78.245.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 12 novembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015012708/11.

(150015040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Invoxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 172.778.

Il est pris acte de la modification de l'adresse de Monsieur Grégory GUISSARD, gérant de catégorie B, comme suit:
31, Boulevard Helvétique
CH-1211 GENEVE 11

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015012126/12.

(150013907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Globo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 124.631.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20.01.2015.

Référence de publication: 2015012066/10.

(150013579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

GPE VI FIS GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 146.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012068/10.

(150013700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Puzzle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 124.718.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015012944/11.

(150015045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Möbelhaus THIEX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9452 Bettel, 34A, Kierchestrooss.
R.C.S. Luxembourg B 166.254.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015012883/11.

(150014796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Pamiga Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 169.627.

Les statuts coordonnés au 12/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/01/2015.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015012946/12.

(150015243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

A&L Kapital AG, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 143.976.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 15 janvier 2015 que
CF Corporate Services
2, avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société A&L Kapital AG pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011772/17.

(150014054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

GT Global Invest (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.042.

—
EXTRAIT

Suite aux résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 3 décembre 2014, Monsieur Alan Botfield, né le 22 décembre 1970 à Stirling, United Kingdom, résidant professionnellement au 51 avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, a été nommé gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Veillez noter que Madame Nina Kleinbongartz a démissionné de sa fonction de gérant de la Société en date du 14 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015012074/18.

(150014173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Aircraft Solutions Lux XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.369.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 15 Décembre 2014.

Au 15 Décembre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuver la démission de Pedro Fernandes das Neves, né le 15 Octobre 1974 à Lisbonne, Portugal, ayant comme adresse professionnelle 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 15 Décembre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K.Braun (gérant)
- Hervé Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Décembre 2014.

Aircraft Holding Solutions III Lux S.à r.l.

Référence de publication: 2015011784/19.

(150014377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Loki Invest S.A., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 193.795.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 12 janvier 2015.

Monsieur Joël MARECHAL est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015012197/12.

(150013960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

INMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.
R.C.S. Luxembourg B 150.571.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 18 décembre 2014

En accord avec la loi du 28 juillet 2014, le conseil d'administration a décidé de nommer comme dépositaire des actions au porteur de la société

UHY Fibetrust S.à.r.l., 38, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Inma S.A.

Référence de publication: 2015012118/13.

(150013911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

LSF6 European Debt Accumulation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 142.936.

Le 7 janvier 2015, l'associé unique de la Société (i) a pris acte de la démission de M. Michael Duke Thomson, en tant que gérant A de la Société, avec effet au 31 décembre 2014 et (ii) a approuvé la nomination comme gérant A de la Société, avec effet au 1^{er} janvier 2015, de:

- M. Patrick Steinhauser, né le 21 avril 1975 à Baden-Baden (Allemagne), résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

Il résulte de ce qui précède, qu'avec effet au 1^{er} janvier 2015, le conseil de gérance de la Société est constitué des gérants A suivants, élus pour une durée indéterminée:

- M. Patrick Steinhauser, gérant A;
- M. Philippe Detournay, gérant A; et
- M. Philippe Jusseau, gérant A.

Conseil de gérance:

- M. Patrick Steinhauser, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

- M. Philippe Detournay, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A; et

- M. Philippe Jusseau, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 7 janvier 2015.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015012199/29.

(150013977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

The Duty Free and Travel Retail Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.465.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015012408/9.

(150013809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

ArcStore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.
R.C.S. Luxembourg B 80.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARCSTORE S.A.

Référence de publication: 2015012506/10.

(150014654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

LuxcoSITQ 3, Société Civile.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg E 3.968.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

En date du 16 décembre 2014, les associés de la Société ont décidé de la dissolution et liquidation volontaire de la Société avec la nomination de LuxcoSITQ 1 en tant que liquidateur. En date du 16 décembre 2014, les associés de la Société ont, par ailleurs, décidé de clôturer la liquidation et de donner décharge (quitus) au liquidateur pour l'exécution de son mandat de liquidateur de la Société.

Les associés ont décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg pendant une période de cinq ans minimum.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015012165/17.

(150013996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

LuxcoSITQ 7, Société Civile.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg E 3.972.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

En date du 16 décembre 2014, les associés de la Société ont décidé de la dissolution et liquidation volontaire de la Société avec la nomination de LuxcoSITQ 1 en tant que liquidateur. En date du 16 décembre 2014, les associés de la Société ont, par ailleurs, décidé de clôturer la liquidation et de donner décharge (quitus) au liquidateur pour l'exécution de son mandat de liquidateur de la Société.

Les associés ont décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg pendant une période de cinq ans minimum.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015012169/18.

(150014000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Enchilos Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 99.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015011976/10.

(150014352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

FARES Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 65.229.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

Référence de publication: 2015012015/10.

(150014041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Flex-N-Gate Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 141.204.

EXTRAIT

En date du 13 Janvier 2015, le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer son siège social du 6 rue Eugène Ruppert, L2453 Luxembourg, à 55 avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012007/13.

(150014331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Flex-N-Gate Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 141.204.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, VENTRA OHIO CORP., en date du 31 décembre 2014, a décidé:

d'accepter la démission avec effet immédiat de:

- Intertrust Management (Luxembourg) S. à r. l, résidant professionnellement au 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

- Mme Elizabeth Wihelmina Timmer, résidant professionnellement au 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Et de nommer pour une durée indéterminée avec effet immédiat:

- M. Bakary Sylla, né au Libéria, en date du 1 novembre 1976, résidant professionnellement au 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant que gérant de la Société;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012008/21.

(150014331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Flying Circus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.583.

Par la présente, je vous informe de ma démission de mon mandat d'Administrateur de catégorie A avec effet immédiat.
Le 14 février 2014. Stéphane BAERT.

Référence de publication: 2015012028/9.

(150013942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Futureoil S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 143.849.

La convention de Domiciliation concernant la société FUTUREOIL S.A. ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg a été dénoncée avec effet en date du 12/01/2015 par la société Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015012037/11.

(150014102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Financière de Lascanas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 177.619.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 16 décembre 2014

Acceptation de la démission de Monsieur Philippe PONSARD, de son mandat de gérant de catégorie B.

Est nommé comme nouveau gérant de catégorie B, pour une durée indéterminée:

- Monsieur Philippe GRAFF, demeurant au 85, rue Charles IV, L-1309 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012003/13.

(150014178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Forworx Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue de Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 135.373.

*Procès-verbal d'assemblée générale ordinaire en date du 21/01/2015**Première résolution*

Révocation de Monsieur Pierre Joppart, né le 29/11/1965 à Goma (République Démocratique du Congo), demeurant à 1 rue de Chingiz T. Aitmatov L-1161 Luxembourg, de son poste de gérant technique.

Révocation de Monsieur Pascal Simon, né le 29/03/1964 à Longlier (Belgique), demeurant à 24, rue des Tulipes F-57570 Boust, de son poste de gérant administratif.

Deuxième résolution

Nomination de Monsieur Pierre Joppart, né le 29/11/1965 à Goma (République Démocratique du Congo), demeurant à 1 rue de Chingiz T. Aitmatov L-1161 Luxembourg, au poste de gérant, pour une durée indéterminée, avec pouvoir de signature individuelle.

Nomination de Monsieur Pascal Simon, né le 29/03/1964 à Longlier (Belgique), demeurant à 24, rue des Tulipes F-57570 Boust, au poste de gérant, pour une durée indéterminée, avec pouvoir de signature individuelle.

Fait à Livange.

Le gérant

Référence de publication: 2015012030/21.

(150014092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Igny S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 139.883.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Ingelstorp Investments, an unlimited liability company, incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Windward 1, Regatta Office Park, PO Box 897, Grand Cayman, KY1-1103, Cayman Islands and registered with the Registry of Companies, Cayman Islands,

here represented by Mrs Antje Reibold, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Vaduz, on 19 December 2014.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Igny S.à r.l. (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 139883, incorporated pursuant to a notarial deed on 9 June 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1836 on 25 July 2008. The articles of association were amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 11 July 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2709 on 6 November 2008.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Approval of the interim balance sheet dated 15 December 2014 as opening balance sheet of the liquidation.
2. Dissolution and liquidation of the Company.
3. Appointment of liquidators and determination of their powers.
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the sole shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to approve the interim balance sheet dated 15 December 2014 as opening balance sheet of the liquidation.

Second resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”) the sole shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

Third Resolution

The sole shareholder resolves to appoint (i) Mr. Markus Summer, born in Feldkirch, Austria, on 9 April 1973, professionally residing at 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, as class A liquidator, (ii) Mr. Johannes Burger, born in Bregenz, Austria, on 30 August 1960, professionally residing at 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein as class A liquidator (each the “Class A Liquidator”) and (iii) AIM Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 74676, having its registered office at 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B liquidator (the “Class B Liquidator”).

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator are hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without requesting further authorisations of the sole shareholder.

The liquidators are relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the joint signature of any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator may, under their responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as they determine and for the period as they think fit.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator may distribute the Company’s assets to the sole shareholder in cash and/or in kind in their sole discretion. Such distribution may take the form of advance payments on future liquidation proceeds.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de décembre.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Ingelstorp Investments, une société à responsabilité illimitée, constituée sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au Windward 1, Regatta Office Park, PO Box 897, Grand Caïman, KY1-1103, Iles Caïmans et immatriculée auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïmans,

ici représentée par Madame Antje Reibold, Rechstanwältin, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Vaduz, le 19 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Igny S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139883, constituée selon acte notarié en date du 9 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1836 en date du 25 juillet 2008. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte notarié en date du 11 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2709, en date du 6 novembre 2008.

La comparante représentant l'intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du bilan intérimaire en date du 15 décembre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation.
2. Dissolution et liquidation de la Société.
3. Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'associé unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'approuver le bilan intérimaire en date du 15 décembre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

Deuxième résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») l'associé unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

Troisième résolution

L'associé unique décide de nommer (i) Monsieur Markus Summer, né à Feldkirch, Autriche, le 9 avril 1973, résidant professionnellement au 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, comme liquidateur de classe A, (ii) Monsieur Johannes Burger, né à Bregenz, Autriche, le 30 août 1960, résidant professionnellement au 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, comme liquidateur de classe A (chacun un «Liquidateur de Classe A») et (iii) AIM Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74676, ayant son siège social au 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme liquidateur de classe B (le «Liquidateur de Classe B»).

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, disposent des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, sont par la présente expressément autorisés à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'associé unique.

Les liquidateurs sont dispensés de dresser un inventaire et peuvent se référer aux comptes de la Société.

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un Liquidateur de Classe A ensemble avec le Liquidateur de Classe B.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, pourront, sous leur responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de leurs pouvoirs dont ils fixeront l'étendue et la durée.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, pourront distribuer, à leur discrétion, les actifs de la Société à l'associé unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connue du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. REIBOLD, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 7 janvier 2015. Relation: EAC/2015/445. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015011353/125.

(150012754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Domac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-114 Luxembourg, 10, rue Adames.

R.C.S. Luxembourg B 95.994.

Le bilan au 31.12.2013 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015011945/9.

(150013615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Alawar Media, Société Anonyme,
(anc. Shpaga Games S.A.).**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 171.971.

In the year two thousand and fifteen, on the sixth of January.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the Company established in Luxembourg under the denomination of Shpaga Games S.A., having its registered office at 51, Rue de Strasbourg in L-2561 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 171.971, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated September 11th, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2723 of November 8th 2012, modified latest by a deed of the undersigned Notary, dated December 23rd, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 544 of February 23rd, 2014.

The meeting begins with Maître Souade Boutharouite, Lawyer, with professional address at Luxembourg, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mister Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

The meeting elects as scrutineer Mrs Marilyn KRECKÉ, private employee, with the same professional address.

The Chairman then states that:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that all the twenty-five thousand (25.000) ordinary shares and all the fifteen thousand (15,000) non-voting mandatory redeemable preferred shares representing the total issued share capital are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notices, all the shareholders having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the shareholders all represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II. The agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of article 4 of the Articles of the Company concerning the Name, as follows:

“The Corporation will have the name of "Alawar Media"; and

2. Miscellaneous.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

Sole resolution

The General Meeting resolves to change its name clause, so that henceforth article 4 will read as follows in its English version:

" **Art. 4. Name.** The Corporation will have the name of "Alawar Media".

Nothing else being in the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any kind whatsoever borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of differences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the appearing persons, he signed together with the notary the present deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le six janvier.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société Shpaga Games S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 51, Rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.971, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 11 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2723 du 8 novembre 2012, modifié pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 23 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 544 du 28 février 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Souade Boutharouite, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'Assemblée élit comme scrutatrice Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, demeurant professionnellement à la même adresse.

Le bureau étant dûment constitué, Madame le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Qu'il appert de la liste de présence que toutes les vingt-cinq mille (25.000) actions ordinaires et toutes les quinze mille (15.000) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote, représentant l'intégralité du capital social émis et libéré sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est comme suit:

1. Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif à la dénomination sociale, afin de lui donner la teneur suivante:

«La Société a comme dénomination «Alawar Media»; et

2. Divers.

L'assemblée, après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Unique résolution

L'assemblée Générale décide de changer la dénomination sociale de la société, de sorte que l'article 4 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Dénomination.** La Société a comme dénomination «Alawar Media». »

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été close.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Boutharouite, G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 14 janvier 2015. 2LAC/2015/1028. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Releveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010911/99.

(150012237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

**LUXELEC Building Technology, Société Anonyme,
(anc. Nouvelle Luxelec S.A.).**

Siège social: L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 50.240.

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, den neunten Februar,

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz in Niederanven (Großherzogtum Luxemburg).

Traten zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der Aktiengesellschaft NOUVELLE LUXELEC S.A., eine luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in 17, Am Scheerleck, L-6868 Wecker, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister in Abteilung B unter der Nummer 50.240 (die „Übernehmende Gesellschaft“), gegründet durch notarielle Urkunde von dem Notar Jean Seckler mit Amtssitz in Junglinster am 8. Februar 1995, veröffentlicht im Amtsblatt Mémorial C, Recueil des sociétés et associations (das „Mémorial“), Nummer 252 vom 10. Juni 1995.

Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft wurde zuletzt geändert auf Grund notarieller Urkunde von Notar Jean Seckler, mit Amtssitz in Junglinster, vom 20. Juli 2004, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 1068 vom 23. Oktober 2004.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Wilfried Köhl, beruflich wohnhaft in Ehnen.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herrn Dirk Hartmann, beruflich wohnhaft in Konz (Deutschland).

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Mario Köhl, beruflich wohnhaft in Wasserbillig.

Da somit das Versammlungsbüro zusammengesetzt wurde, ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

I.- Dass die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

1. Verzicht, anlässlich der Verschmelzung der Köhl Facility S.A., eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 113.599, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Jean SECKLER am 6. Dezember 2005, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 741 vom 12. April 2006, (nachfolgend die „Übernommene Gesellschaft“) mit der und auf die Übernehmende Gesellschaft, auf die Erstellung eines schriftlichen Berichts des Verwaltungsrates nach Artikel 265, (1) sowie auf die Untersuchung des gemeinsamen Verschmelzungsplans durch einen unabhängigen Experten und die Erstellung eines Berichts durch einen solchen unabhängigen Experten gemäß Artikel 266, (1) in Übereinstimmung mit Artikel 266, (5) und Artikel 265, (3) sowie auf die nach Artikel 267, (1), c) des HandelsGG vorgesehene Zwischenbilanz;

2. Annahme des gemeinsamen Verschmelzungsplans, der im Mémorial, Nummer 4017 vom 31. Dezember 2014 veröffentlicht worden ist (der „Verschmelzungsplan“), betreffend die Verschmelzung der Übernommenen Gesellschaft mit der und auf die Übernehmende Gesellschaft und demnach der Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Übernommenen Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft; Feststellung der Wirksamkeit der Verschmelzung, mit den in Artikel 274 des HandelsGG vorgesehenen Rechtswirkungen, vom heutigen Tage an, unbeachtet der bilanziellen und steuerrechtlichen Durchführung und Wirksamkeit der Verschmelzung wie ferner im zweiten Beschluss beschrieben;

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Übernehmenden Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von zweihundert-siebzehntausendachthundert Euro (217.800.-EUR) durch die Ausgabe von zweitausendeinhundertachtundsiebzig (2.178)

neuen Aktien, mit einem Nennwert von je hundert Euro (100,-EUR), um das Gesellschaftskapital von derzeit fünfhunderttausend Euro (500.000,-EUR) auf siebenhundertsiebzehtausendachthundert Euro (717.800,-EUR) zu erhöhen zusammen mit einem Verschmelzungssagio von hunderteinundvierzigtausendfünfhundertneunundsiebzig Euro und sechszwanzig Cent (141.579,26,-EUR) und Ausgabe der neuen Aktien an den alleinigen Gesellschafter der Übernommenen Gesellschaft als Gegenleistung für die Einbringung aller Aktiva und Passiva der Übernommenen Gesellschaft.

4. Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 3 der Satzung der Übernehmenden Gesellschaft wie folgt:

„ **Art. 3.** Das Gesellschaftskapital beträgt siebenhundertsiebzehtausendachthundert Euro (717.800,-EUR), eingeteilt in siebentausendeinhundertachtundsiebzig (7.178) Aktien zu je einhundert Euro (100,- EUR).“

5. Abänderung des Gesellschaftszwecks der Übernehmenden Gesellschaft so dass Artikel 2 der Satzung folgenden Wortlaut bekommt:

„ **Art. 2.** Gegenstand der Gesellschaft sind die Planung, Beratung, Ausführung, Wartung, Überwachung und Schulung in den Bereichen des ganzheitlichen Facility Managements, Gebäudetechnik, Gebäudemanagements, Energiemanagements, Contracting, Gebäudedatenerfassung, Störungsmanagements und der technischen Gebäudeausrüstung.

Des Weiteren hat die Gesellschaft zum Zweck die Neuinstallationen, Umbauten, Zusammenbauten, Montagen, Reparaturen, Wartungen und Instandhaltungen an Anlagen der Versorgungstechnik (Elektrotechnik, Heiz-/Wärmetechnik, Kältetechnik, Lufttechnik, Reinraumtechnik, Sanitärtechnik, Sicherheits-/Brandschutztechnik, Umwelttechnik, Kommunikations- und Datentechnik, Gebäudeautomations-/Automatisierungstechnik, Aufzugstechnik).

Zweck der Gesellschaft ist des Weiteren die Entwicklung und der Bau von Schwachstrom-, Mittelspannungsanlagen, die elektromechanische Fertigung, die Konstruktion von Sondermaschinen sowie die Schallschutzeinrichtung und Lärmschutz.

Zweck der Gesellschaft ist des Weiteren der An- und Verkauf im Groß- und Einzelhandel von Artikeln, Werkzeugen, Materialien die direkt oder indirekt an den Gesellschaftszweck anknüpfen sowie Montage und Instandhaltung dieser Gegenstände und Einrichtungen.

Die Gesellschaft kann sowohl im Rahmen des technischen Gebäude- und Facility-Managements als auch als technisches Generalunternehmen tätig werden.

Die Gesellschaft ist berechtigt bewegliche und unbewegliche Güter zu erwerben, alle Geschäfte und Tätigkeiten vorzunehmen und alle Maßnahmen zu treffen welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen oder ihm zu dienen geeignet erscheinen; in diesem Sinne kann sie sich in anderen Gesellschaften oder Firmen im In- und Ausland beteiligen, mit besagten Rechtspersonen zusammenarbeiten sowie selbst Zweigniederlassungen errichten, sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann, ausüben.

Zweck der Gesellschaft sind Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, deren Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Austausch oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen, Immobilien sowie Grundstücken und anderen Wertpapieren oder Effekten aller Art sowie der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapier- und Immobilienbestands.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeglicher finanzieller, industrieller oder kommerzieller Gesellschaften beteiligen und kann finanzielle Unterstützung im Wege von Darlehen, Garantien oder auf sonstige Weise geben an verbundene Unternehmen oder Unternehmen derselben Gruppe. Die Gesellschaft kann auch Zweigstellen in Luxemburg oder im Ausland begründen. Die Gesellschaft kann in jeglicher Art Schulden aufnehmen gegen flüssige oder fixe Vermögenswerte von verbundenen oder nicht verbundenen Unternehmen, und kann Schuldinstrumente ausgeben.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen, jede Art finanzieller, beweglicher und unbeweglicher, kommerzieller und industrieller Operationen tätigen, welche sie zur Verwirklichung und Förderung ihres Zweckes für notwendig erachtet“.

6. Abänderung der Bezeichnung der Übernehmenden Gesellschaft von derzeit „NOUVELLE LUXELEC S.A.“ in „LUXELEC Building Technology“ und folglich Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Übernehmenden Gesellschaft.

7. Abschaffung des sechsten Absatzes von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft betreffend die vorherige Genehmigung der Hauptversammlung im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates und Einfügung eines neuen sechsten Absatzes in Artikel 5 der Satzung betreffend die Unterschriftsbefugnis im Zusammenhang mit der laufenden Geschäftsführung.

8. Beschluss die Adresse der Gesellschaft von L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck auf L-6868 Wecker, 6, Am Scheerleck zu ändern.

9. Verschiedenes.

II. Die anwesenden und vertretenen Aktionäre, ihre Vertretungsbevollmächtigten und die Anzahl der Aktien, die jeweils vertreten sind, ergeben sich aus einer Anwesenheitsliste, die nachdem sie "ne varietur" von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und den Mitgliedern der Versammlungsleitung unterzeichnet wurde, als Bestandteil dieser Urkunde in deren Anhang verbleibt, um zusammen mit dieser registriert zu werden;

III. Da ausweislich der Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten ist, verzichten die anwesenden Aktionäre bzw. die Vertretungsbevollmächtigten der vertretenen Aktionäre einstimmig auf die Einhaltung der Einberufungsformalitäten und erklären, dass sie ordnungsgemäß einberufen wurden und über die Tagesordnung der Versammlung im Voraus umfänglich unterrichtet wurden.

IV. Damit ist diese Generalversammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vereinigt, rechtmäßig zusammengetreten und in der Lage, wirksam über alle Tagesordnungspunkte zu beraten und zu beschließen.

Der Vorsitzende gibt sodann Folgendes zu Protokoll:

1. Der von den Verwaltungsräten der verschmelzenden Gesellschaften am 23. Dezember 2014 beschlossene Verschmelzungsplan wurde im Mémorial, Nummer 4017 vom 31. Dezember 2014 veröffentlicht.

2. Der Verschmelzungsplan, die Abschlussbilanzen und die Berichte des Verwaltungsrats der letzten drei Geschäftsjahre der Übernehmenden Gesellschaft waren für die Dauer der gesetzlich vorgesehenen Frist von einem Monat am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die Aktionäre ausgelegt. Die Erstellung einer Zwischenbilanz i.S.v Artikel 267, (1),

c) des HandelsGG ist nicht erforderlich wenn die Aktionärsversammlung darauf verzichtet. Eine Bescheinigung über die Auslegung am Gesellschaftssitz wird als Bestandteil dieser Urkunde im Anhang beigefügt.

3. Die Erstellung eines schriftlichen Berichts des Verwaltungsrats nach Artikel 265, (1) des HandelsGG sowie die Erstellung eines Verschmelzungsberichts durch einen unabhängigen Gutachter nach Artikel 266, (1) des HandelsGG ist gemäß Artikel 265, (3) und Artikel 266, (5) des HandelsGG nicht erforderlich, wenn die Aktionärsversammlung darauf verzichtet.

Nachdem diese Erklärungen des Vorsitzenden vorgetragen worden sind, trifft die Generalversammlung der Aktionäre der Übernehmenden Gesellschaft (die „Versammlung“) einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Auf Grund einer Bescheinigung des Verwaltungsrats über die Veröffentlichung am Gesellschaftssitz der in der vorstehenden Erklärung zu 2. genannten Dokumente, bestätigt die Versammlung hiermit, dass der Verschmelzungsplan gemäß der vorstehenden Erklärung zu 1. des Vorsitzenden veröffentlicht wurde und dass gemäß der vorstehenden Erklärung zu 2. des Vorsitzenden alle darin genannten Dokumente für die Dauer eines Monats am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft während der allgemeinen Geschäftszeiten einsehbar waren und die Aktionäre von der Möglichkeit der Einsichtnahme zuvor informiert worden waren.

Diese Bescheinigung, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die erschienene Partei und den instrumentierenden Notar, wird dieser Urkunde als Anhang beigefügt um mit ihr einregistriert zu werden.

Die Versammlung beschließt sodann, auf die in der Erklärung des Vorsitzenden zu 2. genannten Zwischenbilanz und den zu 3. genannten Berichten zu verzichten.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung nimmt den gemeinsamen Verschmelzungsplan, der im Mémorial, Nummer 4017 vom 31. Dezember 2014 veröffentlicht worden ist, betreffend die Verschmelzung der Übernommenen Gesellschaft mit der und auf die Übernehmende Gesellschaft und demnach der Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Übernommenen Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft, an.

Des Weiteren stellt die Versammlung gemäß Artikel 272 HandelsGG die Wirksamkeit der Verschmelzung und somit die Verschmelzung der Übernommenen Gesellschaft mit und auf die Übernehmende Gesellschaft, die Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Übernommenen Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft in Übereinstimmung mit den Modalitäten und Regelungen des gemeinsamen Verschmelzungsplans fest. Damit gehen alle Aktiva und Passiva der Übernommenen Gesellschaft mit Wirkung zum heutigen Tage auf die Übernehmende Gesellschaft über.

Die Versammlung erklärt sich mit dem Übergang der Aktiva und Passiva auf die Übernehmende Gesellschaft, gemäß der im Verschmelzungsplan vorgesehenen Modalitäten, einverstanden.

Die Versammlung stellt ferner fest, dass die nach dem Verschmelzungsplan in die Übernehmende Gesellschaft eingebrachten Einlagen auf der Grundlage der Finanzsituation der Übernommenen Gesellschaft vom 31. März 2014 (der „Bilanzstichtag“) erbracht wurden und dass die Verschmelzung bereits zum 1. April 2014 (der „Verschmelzungstichtag“) bilanziell und steuerrechtlich als durchgeführt gilt. Ab dem Verschmelzungstichtag gelten sämtliche Geschäfte als von der Übernehmenden Gesellschaft, auf ihre Rechnung, durchgeführt.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt das Gesellschaftskapital um einen Gesamtbetrag von zweihundertsiebzehtausendachthundert Euro (217.800.-EUR), durch die Ausgabe von zweitausendeinhundertachtundsiebzig (2.178) neuen Aktien, mit einem Nennwert von je hundert Euro (100,-EUR), mit den gleichen Rechten und Privilegien wie die bestehenden Aktien, und einem Verschmelzungsgagio von hunderteinundvierzigtausendfünfhundertneundsiebzig Euro und sechsundzwanzig Cent (141.579,26.-EUR), zu erhöhen, um das Gesellschaftskapital von derzeit fünfhunderttausend Euro (500.000,- EUR) auf siebenhundertsiebzehtausendachthundert Euro (717.800.-EUR) zu erhöhen.

Der schriftliche Bericht vom 09. Februar 2015, aufgestellt durch Audit Central S.à.r.l., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in L-8077 Bertrange, 200a, rue de Luxembourg, vertreten durch Herrn Helmut Havenith, Wirtschaftsprüfer, gemäß Art. 32-1, (5) S.2 i.V.m. Art. 26-1 HandelsGG über nicht durch Barzahlung erbrachte Einlagen, wurde dem unterzeichnenden Notar vorgelegt.

Dessen Schlussfolgerung lautet wie folgt:

„Auf der Grundlage unserer prüferischen Durchsicht sind uns keine Sachverhalte bekannt geworden, die uns zu der Annahme veranlassen, dass:

- das im Verschmelzungsplan zurückbehaltene Umtauschverhältnis nicht aussagekräftig und angemessen ist
- die zur Ermittlung des Umtauschverhältnisses verwendeten Bewertungsmethoden nicht den Umständen entsprechen“.

Dieser Bericht, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die erschienene Partei und den instrumentierenden Notar, wird dieser Urkunde als Anhang beigefügt um mit ihr einregistriert zu werden.

Entsprechend der Modalitäten des Verschmelzungsplans gibt die Übernehmende Gesellschaft, die durch die Kapitalerhöhung neu geschaffenen zweitausendeinhundertachtundsiebzig (2.178) neuen Aktien, mit einem Nennwert von je hundert Euro (100,-EUR), an den alleinigen Gesellschafter der Übernommenen Gesellschaft aus.

Die von der Übernehmenden Gesellschaft an den alleinigen Gesellschafter der Übernommenen Gesellschaft ausgegebenen Aktien nehmen ab dem Verschmelzungstichtag an den seit dem 1. April 2014 erzielten Ergebnissen der Übernehmenden Gesellschaft teil.

Vierter Beschluss

Infolge des vorangehenden Beschlusses beschließt die Versammlung den ersten Absatz von Artikel 3 der Satzung abzuändern damit er folgenden Wortlaut erhält:

„ **Art. 3.** Das Gesellschaftskapital beträgt siebenhundertsiebzehntausendachthundert Euro (717.800.-EUR), eingeteilt in siebentausendeinhundertachtundsiebzig (7.178) Aktien zu je einhundert Euro (100,- EUR).“

Fünfter Beschluss

Aufgrund der vorangegangenen Verschmelzung beschließt die Versammlung den Zweck der Übernehmenden Gesellschaft umzuändern und demnach Artikel 2 der Statuten abzuändern damit er folgenden Wortlaut erhält:

„ **Art. 2.** Gegenstand der Gesellschaft sind die Planung, Beratung, Ausführung, Wartung, Überwachung und Schulung in den Bereichen des ganzheitlichen Facility Managements, Gebäudetechnik, Gebäudemanagements, Energiemanagements, Contracting, Gebäudedatenerfassung, Störungsmanagements und der technischen Gebäudeausrüstung.

Des Weiteren hat die Gesellschaft zum Zweck die Neuinstallationen, Umbauten, Zusammenbauten, Montagen, Reparaturen, Wartungen und Instandhaltungen an Anlagen der Versorgungstechnik (Elektrotechnik, Heiz-/Wärmetechnik, Kältetechnik, Lufttechnik, Reinraumtechnik, Sanitärtechnik, Sicherheits-/Brandschutztechnik, Umwelttechnik, Kommunikations- und Datentechnik, Gebäudeautomations-/Automatisierungstechnik, Aufzugstechnik).

Zweck der Gesellschaft ist des Weiteren die Entwicklung und der Bau von Schwachstrom-, Mittelspannungsanlagen, die elektromechanische Fertigung, die Konstruktion von Sondermaschinen sowie die Schallschutzeinrichtung und Lärmschutz.

Zweck der Gesellschaft ist des Weiteren der An- und Verkauf im Groß- und Einzelhandel von Artikeln, Werkzeugen, Materialien die direkt oder indirekt an den Gesellschaftszweck anknüpfen sowie Montage und Instandhaltung dieser Gegenstände und Einrichtungen.

Die Gesellschaft kann sowohl im Rahmen des technischen Gebäude- und Facility-Managements als auch als technisches Generalunternehmen tätig werden.

Die Gesellschaft ist berechtigt bewegliche und unbewegliche Güter zu erwerben, alle Geschäfte und Tätigkeiten vorzunehmen und alle Maßnahmen zu treffen welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen oder ihm zu dienen geeignet erscheinen; in diesem Sinne kann sie sich in anderen Gesellschaften oder Firmen im In- und Ausland beteiligen, mit besagten Rechtspersonen zusammenarbeiten sowie selbst Zweigniederlassungen errichten, sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann, ausüben.

Zweck der Gesellschaft sind Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, deren Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Austausch oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen, Immobilien sowie Grundstücken und anderen Wertpapieren oder Effekten aller Art sowie der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapier- und Immobilienbestands.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeglicher finanzieller, industrieller oder kommerzieller Gesellschaften beteiligen und kann finanzielle Unterstützung im Wege von Darlehen, Garantien oder auf sonstige Weise geben an verbundene Unternehmen oder Unternehmen derselben Gruppe. Die Gesellschaft kann auch Zweigstellen in

Luxemburg oder im Ausland begründen. Die Gesellschaft kann in jeglicher Art Schulden aufnehmen gegen flüssige oder fixe Vermögenswerte von verbundenen oder nicht verbundenen Unternehmen, und kann Schuldinstrumente ausgeben.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen, jede Art finanzieller, beweglicher und unbeweglicher, kommerzieller und industrieller Operationen tätigen, welche sie zur Verwirklichung und Förderung ihres Zweckes für notwendig erachtet“.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt schließlich die Übernehmende Gesellschaft von „NOUVELLE LUXELEC S.A.“ in „LUXELEC Building Technology“ umzubenennen und folglich Artikel 1 der Satzung umzuändern damit er folgenden Wortlaut bekommt:

„Es wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung „LUXELEC Building Technology“.“

Siebter Beschluss

Die Versammlung beschließt den sechsten Absatz von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft betreffend die vorherige Genehmigung der Hauptversammlung im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates abzuschaffen und einen neuen sechsten Absatz in Artikel 5 der Satzung betreffend die Unterschriftsbefugnis im Zusammenhang mit der laufenden Geschäftsführung einzuführen, welcher folgenden Wortlaut bekommt:

„Die Gesellschaft wird, in Bezug auf die laufende Geschäftsführung, durch die gemeinsame Unterschrift von einem Verwaltungsratsmitglied und von einem in Übereinstimmung mit Artikel 5, Absatz 6, ernannten Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, rechtsgültig verpflichtet“.

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Adresse der Gesellschaft von L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck, auf L-6868 Wecker, 6, Am Scheerleck, zu ändern.

Erklärung des Notars

Der unterzeichnete Notar bestätigt hiermit, dass er gemäß Artikel 271 (2) des HandelsGG die Einhaltung und die Ordnungsmäßigkeit des Verschmelzungsplans sowie aller von der Übernehmenden Gesellschaft vorzunehmenden und vorgenommenen Handlungen und Maßnahmen überprüft hat.

Erklärung des Vorsitzenden

Nach Erschöpfung der Tagesordnungspunkte erklärt der Vorsitzende hiermit die Versammlung für beendet.

Bevollmächtigung

Die Erschienene erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Kosten

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstige Verbindlichkeiten welcher Art auch immer, die durch die vorliegende Beurkundung entstehen, gehen zu Lasten der Übernehmenden Gesellschaft und betragen schätzungsweise zweitausendfünfhundert Euro (EUR 2.500).

Der Notar hat den Erschienenen darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerzieller Tätigkeit erforderlich ist, was der Erschienene ausdrücklich anerkennt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Senningerberg an dem eingangs bezeichneten Tage.

Die vorliegende Urkunde wurde sodann den Vertretern der erschienenen Partei vorgelesen und von ihnen und Uns, dem unterzeichneten Notar, unterschrieben.

Gezeichnet: Wilfried Köhl, Dirk Hartmann, Mario Köhl, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 12 février 2015. LAC1/ 2015 / 4502. Reçu 75,-EUR.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 19. Februar 2015.

Référence de publication: 2015031319/254.

(150034748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

International Financial and Commercial Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 165.205.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF, a Luxembourg multicompartment investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable-SICAV) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) in the form of a corporate partnership limited by shares, having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.312 (the "Fund"), duly represented by BI-Invest Compartment S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.120, acting in its capacity of managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund acting for and on behalf of Compartment A - Private Equity of the Fund,

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on October 30th, 2014;

2) BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF, a Luxembourg multicompartment investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable-SICAV) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) in the form of a corporate partnership limited by shares, having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.312 (the "Fund"), duly represented by BI-Invest Compartment S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.120, acting in its capacity of managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund acting for and on behalf of Compartment F - Co-Investments of the Fund,

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on October 30th, 2014;

3) Investindustrial IV L.P., a limited partnership having its registered office at 180-186, Brompton Road, London, SW3 1HQ, United Kingdom, registered with the Register of Commerce and Companies of London under number LP 12543, duly represented by its manager Indvestindustrial Advisors Limited, having its registered office at 180-186 Brompton Road, London, SW3 1HQ, United Kingdom, registered and regulated by the Financial Conduct Authority under number 170924,

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in London on October 31st, 2014; and

4) Upper Brook Street Investments II LLP, an English limited liability partnership, having its registered office at 11, Old Jewry, London, EC2R 8DU, United Kingdom, registered in England under number OC 333597,

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Jersey on October 31st, 2014.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Said appearing parties, through their proxyholder, have requested the undersigned notary to state that:

- The appearing parties are the sole shareholders (the "Shareholders") of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of International Financial and Commercial Holdings 1 S.à r.l. (in voluntary liquidation), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B number 165.205 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated November 14th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C"), under number 186 of January 23rd, 2012. The articles of incorporation have been amended latest pursuant to a deed of the same notary, dated April 4th, 2012, published in the Mémorial C, under number 1562 of June 21st, 2012.

- The Company was put into voluntary liquidation by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, dated August 12th, 2014, not yet published in the Mémorial C.

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Acknowledgement and approval of the report of the Liquidation Auditor (commissaire à la liquidation);

2. Grant discharge (quitus) to Mayfair Trust S.à r.l. as Liquidator of the Company for all its duties during, and in connection with, the voluntary liquidation (liquidation volontaire) of the Company;

3. Grant discharge (quitus) to Audit & Consulting Services S.à r.l. as Liquidation Auditor of the Company for all its duties during, and in connection with, the voluntary liquidation of the Company;

4. Decision to close the liquidation of the Company;

5. Decision to empower Mayfair Trust S.à r.l. to sign the notice informing the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) of the closing of the liquidation for the purpose of its publication in the Memorial C;

6. Decision that the Company's documents and books be kept for five (5) years from the date of the publication of the closing of the liquidation in the Mémorial C, at the following address: 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

7. Miscellaneous.

II. That the present meeting constituting 100% of the share capital of the Company is regularly constituted and may validly deliberate on the items being on the agenda.

After discussion of the reasons and after due deliberation having been done, the Shareholders decided upon the following resolutions:

First resolution

The Shareholders decide to acknowledge and approve the report of the Liquidation Auditor (commissaire à la liquidation).

Second resolution

The Shareholders decide to grant discharge (quitus) to Mayfair Trust S.à r.l. as Liquidator of the Company for all its duties during, and in connection with, the voluntary liquidation (liquidation volontaire) of the Company.

Third resolution

The Shareholders decide to grant discharge (quitus) to Audit & Consulting Services S.à r.l. as Liquidation Auditor of the Company for all its duties during, and in connection with, the voluntary liquidation of the Company.

Fourth resolution

The Shareholders decide to close the liquidation of the Company.

Fifth resolution

The Shareholders decide to empower Mayfair Trust S.à r.l. to sign the notice informing the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) of the closing of the liquidation for the purpose of its publication in the Memorial C.

Sixth resolution

The Shareholders decide that the Company's documents and books be kept for five (5) years from the date of the publication of the closing of the liquidation in the Mémorial C, at the following address: 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Expenses

All costs and fees due as a result of the foregoing extraordinary general Shareholders' meeting are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200) and shall be charged to the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the proxyholder of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with Us, notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF, une société d'investissement à capital variable organisée sous la forme d'un fonds d'investissement spécialisé en la forme de société en commandite par actions, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

sous le numéro B 144.312 (le «Fonds»), dûment représentée par BI-Invest Compartment S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.120, agissant en sa qualité d'associé gérant commandité du Fonds agissant pour et au nom du Compartiment A - Private Equity du Fonds,

ici représenté par Madame Corinne PETIT, employée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg le 30 octobre 2014;

2) BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF, une société d'investissement à capital variable organisée sous la forme d'un fonds d'investissement spécialisé en la forme de société en commandite par actions, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.312 (le «Fonds»), dûment représentée par BI-Invest Compartment S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.120, agissant en sa qualité d'associé gérant commandité du Fonds agissant pour et au nom du Compartiment F - Co-Investments du Fonds,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg le 30 octobre 2014;

3) Investindustrial IV L.P., un limited partnership ayant son siège social au 180-186, Brompton Road, Londres, SW3 1HQ, Royaume-Uni, immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Londres sous le numéro LP 12543, dûment représenté par son gérant Investindustrial Advisors Limited, ayant son siège social au 180-186, Brompton Road, Londres, SW3 1HQ, Royaume-Uni, immatriculée et régulée par la Financial Conduct Authority sous le numéro 170924,

ici représenté par Madame Corinne PETIT, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Londres le 31 octobre 2014; et

4) Upper Brook Street Investments II LLP, un limited liability partnership de droit anglais, ayant son siège social au 11, Old Jewry, Londres, EC2R 8DU, Royaume-Uni, immatriculée en Angleterre sous le numéro OC 333597,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Jersey le 31 octobre 2014.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesdites parties comparantes, par l'intermédiaire de leur mandataire, ont demandé au notaire soussigné de déclarer que:

- Les parties comparantes sont les seuls associés (les «Associés») de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination sociale de International Financial and Commercial Holdings 1 S.à r.l. (en liquidation volontaire), ayant son siège social sis au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B 165.205 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Henri HEL-LINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C»), sous le numéro 186 du 23 janvier 2012. Les statuts ont été modifiés dernièrement conformément à un acte du même notaire, datant du 4 avril 2012, publié au Mémorial C, sous le numéro 1562 du 21 juin 2012.

- La Société fut mise en liquidation volontaire par acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 août 2014, non encore publié au Mémorial C.

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Prise de connaissance et approbation du rapport du Commissaire à la Liquidation;
2. Décharge à donner (quitus) à Mayfair Trust S.à r.l. en tant que Liquidateur de la Société pour toutes ses tâches pendant, et en relation avec la liquidation volontaire de la Société;
3. Décharge à donner (quitus) à Audit & Consulting Services S.à r.l. comme Commissaire à la Liquidation de la Société pour toutes ses tâches pendant, et en relation avec la liquidation volontaire de la Société;
4. Décision de clôturer la liquidation de la Société;
5. Décision de donner pouvoir à Mayfair Trust S.à r.l. pour signer la demande informant le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg de la clôture de la liquidation pour sa publication au Mémorial C;
6. Décision que les documents et livres de la Société seront gardés pendant cinq (5) ans à partir de la date de la publication de la clôture de la liquidation au Mémorial C, à l'adresse suivante: 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et
7. Divers.

II. Que la présente assemblée constituant 100% du capital social de la société est régulièrement constituée, et peut délibérer valablement sur les points évoqués à l'ordre du jour.

Après discussion des raisons et à l'issue de délibérations voulues, les Associés décident de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés prennent connaissance et approuvent le rapport du Commissaire à la Liquidation.

Deuxième résolution

Les Associés décident de donner décharge (quitus) à Mayfair Trust S.à r.l. en tant que Liquidateur de la Société pour toutes ses tâches pendant, et en relation avec la liquidation volontaire de la Société.

Troisième résolution

Les Associés décident de donner décharge (quitus) à Audit & Consulting Services S.à r.l. comme Commissaire à la Liquidation de la Société pour toutes ses tâches pendant, et en relation avec la liquidation volontaire de la Société.

Quatrième résolution

Les Associés décident de clôturer la liquidation de la Société.

Cinquième résolution

Les Associés décident de donner pouvoir à Mayfair Trust S.à r.l. pour signer la demande informant le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg de la clôture de la liquidation pour sa publication au Mémorial C.

Sixième résolution

Les Associés décident que les documents et livres de la Société seront gardés pendant cinq (5) ans à partir de la date de la publication de la clôture de la liquidation au Mémorial C, à l'adresse suivante: 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Dépenses

Tous les coûts et frais impayés en conséquence de l'assemblée générale extraordinaire des Associés suscités, sont évalués à mille deux cents euros (1.200.- EUR) et sont mis à la charge de la Société.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du mandataire des parties comparantes, cet acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte et en foi de quoi, cet acte notarié est rédigé au Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de cet acte et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte original.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52066. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011365/198.

(150012915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Ilemri GmbH, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.385.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 décembre 2014

L'associé unique a décidé de nommer pour une durée indéterminée, Monsieur Marc ALBERTUS, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de catégorie B en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date du 9 décembre 2014.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012099/14.

(150013608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 170.020.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 192.869.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of February,
Before Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

there appeared:

- the board of managers of Pfizer Finance Italy S.r.l., an limited liability company incorporated and existing under the laws of Italy, having its corporate seat in Via Valbondione 113, Rome (Italy), fiscal code and registration number with the Companies' Register of Rome no. 11190381001, R.E.A. RM-1285858 ("Pfizer Finance Italy S.r.l."),

- the board of managers of Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Luxembourg having its registered office at 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 192.869, incorporated by deed of the aforementioned notary on December 9, 2014 published in the Memorial C number 101 on January 14, 2015 and of which the articles of incorporation have been amended by deed of the undersigned notary on 2 February 2015, not yet published in the Mémorial C ("Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l.");

both here represented by Me Sonia BELLAMINE, Attorney at law, residing professionally at Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of powers of attorney.

The said powers of attorney, initialled ne varietur by the person representing the above named parties and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state the following:

Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. intends to merge with and to absorb Pfizer Finance Italy S.r.l. in accordance with articles 261 et seq. of the law of Luxembourg of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Luxembourg Law").

WHEREAS

A. Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. is the sole shareholder of Pfizer Finance Italy S.r.l. and therefore holds the entire share capital of Pfizer Finance Italy S.r.l.;

B. For sound restructuring and economical reasons, in order to simplify the ownership structure and to reduce the operating costs, the respective boards of managers of both Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. and of Pfizer Finance Italy S.r.l. intend to merge the companies;

C. Given that Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. is the sole shareholder of Pfizer Finance Italy S.r.l., the Merger will be implemented pursuant to the simplified merger procedure in accordance with Articles 261 and seq. of the Luxembourg Law; and

D. The present notarial deed is passed in full compliance with the requirements of Article 271 of the Company Law.

I. Identification of the merging companies.

- The absorbing company, Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l., a private limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of Luxembourg having its registered office at 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 192.869 incorporated by deed of the aforementioned notary on December 9, 2014 published in the Memorial C number 101 on January 14, 2015 and of which the articles of incorporation have been amended by deed of the undersigned notary on 2 February 2015, not yet published in the Mémorial C (the "Absorbing Company").

The absorbed company, Pfizer Finance Italy S.r.l., an Italian limited liability company incorporated and existing under the laws of Italy, having its corporate seat in Via Valbondione 113, Rome (Italy), fiscal code and registration number with the Companies' Register of Rome no. 11190381001, R.E.A. RM-1285858, incorporated by deed of the notary Mr. Luca Amato, Notary in Rome (Italy), with office in Via Aniene no. 8, Rome (Italy), enrolled with the Register of Rome, number archive of the deed 32941 (the "Absorbed Company").

(the Absorbing Company and the Absorbed Company being hereafter collectively referred to as the "Merging Companies").

II. Recitals. The Merging Companies intend to enter into a cross-border merger in accordance with the EU directive 2005/56/CE of the European Parliament and the Counsel of 26 October 2005, concerning cross-border mergers of limited liability companies, which has been implemented in Italy by Legislative Decree 108/2008 ("Attuazione della direttiva 2005/56/CE relativa alle fusioni transfrontaliere di Società", hereinafter "DFE") and following amendment made by Legislative Decree 123/2012 and in Luxembourg by the legislative act of 10 March 2009 referring to Articles 261 and seq of

the Luxembourg Law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended from time to time (the "LSC") and in accordance with Article 2501 and subsequent of the Italian Civil Code (hereinafter "ICC") and in accordance with Articles 278 et seq. of the LSC (the "Merger").

The board of managers of the Absorbing Company and the board of managers of the Absorbed Company have prepared this Intra-European Union common merger plan in accordance with the applicable provisions referred to above (the "Merger Plan").

The envisaged Merger by which the Absorbing Company shall absorb the Absorbed Company, and pursuant to which the Absorbing Company shall acquire under universal title of succession, all the assets and liabilities of the Absorbed Company, which will cease to exist by operation of law.

The boards of managers of the Merging Companies hereby expressly state that the Merger Plan will be filed in the Trade Registry of Rome, Italy, where the Absorbed Company is registered and with the Luxembourg Trade Register where the Absorbing Company is duly registered.

Furthermore, the boards of managers of the Merging Companies hereby expressly state that the Merger Plan will be published in the Official Gazette in Italy and in the Official Gazette in the Grand Duchy of Luxembourg "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" in Luxembourg.

The documents referred to in the previous sentence will also be deposited at the offices of the Merging Companies together with all other relevant documents referred to in Article 2501 septies of the ICC and Article 267 of the LSC.

At the date of the Merger deed, all shares in the capital of the Absorbed Company will be held by the Absorbing Company, so that in accordance with Article 2505 of ICC and Article 18 of DFE and Article 278 and seq of the LSC, the Merger shall be a merger by absorption of a wholly-owned subsidiary. Consequently, this Merger shall be considered a simplified merger under Italian law and Luxembourg law.

As a consequence of the above, the Absorbed Company will be absorbed and ceases to exist without winding up. The share capital increase of the Absorbing Company in an amount equivalent to the value of the assets and liabilities received from the Absorbed Company shall not be necessary.

As a consequence of the Merger: (i) no amendments to the articles of association of the Absorbing Company are envisaged, and (ii) no changes in the board of managers of the Absorbing Company are envisaged.

Pursuant to Sections 8 of DFE it is mandatory to prepare a managers' report in accordance with Section 2501 quinquies ICC and Article 265 LSC, with a specific reference to the implications of the Merger for the shareholders, creditors and employees (if any), which will be disclosed to the shareholders and the employees' representatives or, in their absence, directly to the employees at least 30 days prior to the date of the shareholders meeting which must resolve on the Merger Plan, without prejudice to Section 47 of law 29 December 1990 no. 428 regarding the notification of the Merger to Trade Unions.

The report shall furthermore set out the reasons for the Merger, along with an elaboration on the anticipated consequences for the activities and then an explanation from a legal, economic and employment-related point of view.

An independent experts' report as referred to in Article 2501 quarter of ICC and Section 8 of DFE, nor an accountant's report as referred to in Article 267 of LSC are required by virtue of the simplified procedure pursuant to Article 2505 of ICC and Article 266 paragraph 5 of LSC because this Merger is a merger by absorption of a wholly-owned subsidiary.

For the purposes of the Merger it is agreed that the special merger balance sheet of the Absorbed Company shall be the financial statements closed as of November 30, 2014 and duly approved on January 22, 2015, and the special merger balance sheet of the Absorbing Company shall be the one as of February 5, 2015.

Neither of the Merging Companies has been dissolved, has been declared bankrupt or has been granted a suspension of payments.

The shares in the capital of the Absorbed Company have been paid up in full.

No shares in the capital of the Absorbed Company have been encumbered with a right of pledge or a right of usufruct in favour of third parties.

III. Type of legal entity, Name and registered office of the companies with their registry data.

3.1. Absorbing Company (Article 261 paragraph 2 (a) of LSC) "Pfizer PFE Italy Holdco S.à.r.l." is a Luxembourg limited liability company (Société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 51 Avenue JF Kennedy, L-1855, registered with the Luxembourg Companies and Trade Register of Luxembourg under number B. 192869 and published in the Luxembourg Official Gazette (Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 101 page 4828 on January 14, 2015.

3.2. Absorbed Company

"Pfizer Finance Italy S.r.l.", a limited liability company incorporated under the laws of Italy, having its corporate seat in Via Valbondione 113, Rome (Italy), fiscal code and registration number with the Companies' Register of Rome no. 11190381001, R.E.A. RM-1285858, corporate capital of one hundred twenty thousand Euro (EUR 120,000.00) represented by one hundred twenty thousand (120,000) quotas of one Euro (EUR 1.-) each.

The company resulting from the Merger will be the Absorbing Company, who will keep its current corporate name ("Pfizer PFE Italy Holdco S.à.r.l.").

IV. Legal aspects.

4.1 Merger

The envisaged Merger by which the Absorbing Company shall absorb the Absorbed Company, and pursuant to which the Absorbing Company shall acquire under universal title of succession, all the assets and liabilities of the Absorbed Company, which will cease to exist by operation of law.

4.2 Exchange ratio

In accordance with Sections 2505 of ICC and Article 261 paragraph 2 (b) of LSC it is unnecessary to include any reference to: (i) the exchange ratio of shares (ii) complementary monetary compensations; or (iii) the exchange procedure, because this Merger is a merger by absorption of a wholly-owned subsidiary.

4.3 Special rights granted in favour of special classes of shares and compensation

For the purposes of Section 2501 ter, paragraph 7, of ICC and 261 paragraph 2 (f) of LSC it is hereby expressly stated that there are no owners of special classes of shares nor of any other kind of securities or special rights, such as an entitlement to profit distributions or to subscribe for shares, vis-à-vis the Absorbed Company apart from the shares in the Absorbed Company which are held by the Absorbing Company. Therefore, no rights, compensation nor measures pursuant to the ICC and/or LSC need to be granted in or at the expense of the Absorbing Company.

4.4 Measures in connection with transfer of ownership

In connection with the Merger there is no transfer of share ownership in the Absorbed Company. Consequently, no measures will be taken in this respect.

4.5 Corporate advantages

For the purposes of Section 2501 ter no. 8 of ICC and Article 6, letter c) of DFE and Article 261, paragraph 2 (f) of LSC, no special advantage of any kind to any of the members of the boards of managers of the Merging Companies, vigilance or controlling bodies of the Absorbing Company or of Absorbed Company or to another party involved in the Merger, will be granted as a consequence of or in connection with the Merger.

In addition, as the independent experts' report referred to in Section 2501 quarter of ICC, Section 9 of DFE and Article 266 paragraph 5 of LSC is not mandatory, there is no need to consider any advantages that could have been allocated to such independent experts.

4.6 Right to participate in the profits

Because this Merger is a merger by absorption of a wholly-owned subsidiary, pursuant to Sections 2505 of ICC and Article 261 paragraph 2 (f) of LSC, it is unnecessary to include any reference to the right to participate in the profits.

4.7 Accounting purposes

For the purposes of Section 2501 ter no. 6 of ICC and Article 261 paragraph 4 (d) and (e) of LSC, the date from which the transactions and other financial data of the Absorbed Company will be accounted for in the annual accounts of the Absorbing Company, will be the effective date of the Merger. From this date the transactions and other financial data of the Absorbed Company shall be deemed to be carried out, for accounting purposes, on behalf of the Absorbing Company.

4.8 Articles of association

For the purposes of Section 2501 ter no. 1 of ICC Section 6 letter a) of DFE and Article 261 paragraph 4 (a) LSC it is set down for the record that no amendment of the articles of association of the Absorbing Company shall be resolved and shall be read as follows:

Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby established a “société à responsabilité limitée” which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time, September 18, 1933 on limited liability companies, as amended and December 28, 1992 on unipersonal limited liability companies as well as by the present articles of association.

Art. 2. The denomination of the company is “Pfizer PFE ITALY Holdco S.à r.l.”.

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is established for an unlimited period of time.

Art. 6. The bankruptcy or the insolvency of the sole participant or, as the case may be, of one of the participants do not trigger the dissolution of the company.

Title II. - Capital - Parts

Art. 7. The corporate capital of the company is set at ONE HUNDRED SEVENTY MILLION TWENTY THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 170,020,000.-) divided into ONE HUNDRED SEVENTY MILLION TWENTY THOUSAND (170,020,000) shares having a par value of one US Dollar (USD 1.-) each all of which have been fully paid up.

The issued capital of the company may be increased or reduced in compliance with the Luxembourg legal requirements.

The Board of Managers may create such capital reserves from time to time as it may determine is proper (in addition to those which are required by law) and shall create a paid in surplus from funds received by the company as issue premiums on the issue and sale of its parts, which reserves or paid in surplus may be used by the Board of Managers to provide for setting off any realized or unrealized capital losses or for the payment of any dividend or other distribution.

Art. 8. Parts can be freely transferred by the sole participant, as long as there is only one participant.

In case there is more than one participant, parts are freely transferable among participants. Transfers of parts inter vivos to nonparticipants may only be made with the prior approval of participants representing at least three quarters of the capital.

For all other matters pertaining to transfers of parts, reference is made to Articles 189 and 190 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Art. 9. A participant as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a participant cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights the participant in question as well as its heirs and representatives or entitled persons and creditors of the participant have to refer to the financial statements and, if there is more than one participant, to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by a board of managers comprising at least three members, whether participants or not, who are appointed for an unlimited period of time by the sole participant or, as the case may be, by the general meeting of the participants, which may at any time remove them.

The number of managers, their term and their remuneration are fixed by the sole participant or, as the case may be, by the general meeting of the participants.

The office of a manager shall be vacated if:

- he resigns his office by notice to the company, or
- he ceases by virtue of any provision of the law to be a manager or he becomes prohibited or disqualified by law from being a manager,
- he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally, or
- he is removed from office by resolution of the sole participant or, as the case may be, by the general meeting of the participants.

Insofar as the law allows, every present or former manager of the company shall be indemnified out of the assets of the company against any loss or liability incurred by him by reason of being or having been a manager.

Art. 11. The board of managers may elect from among its members a chairman.

The board of managers convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the company so requires. It must be convened each time two managers so request.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

The board of managers shall validly resolve on any matters if a majority of its members are present or represented.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board

of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Art. 12. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object of the company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the sole participant or, as the case may be, to the general meeting of participants, fall within the competence of the board of managers.

Art. 13. The company will be bound in any circumstances by the joint signatures of two members of the board of managers unless special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of managers pursuant to article 14 of the present articles of association.

Art. 14. The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more persons, who need not be selected from its own members. If selected from its own members, he will be called General Manager. If not, he will be called managing director.

It may also commit the management of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, whether participants or not.

Art. 15. Any litigation involving the company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the board of managers, represented by its chairman or by the manager delegated for this purpose.

Title IV. - General meeting of participants

Art. 16. If there is only one participant, the sole participant shall exercise at general meetings duly held in Luxembourg all the powers vested in the general meeting of the participants under section XII of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole participant or, as the case may be, by the general meeting of the participants. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one participant, decisions of participants shall be taken in a general meeting duly held in Luxembourg, or in case such a general meeting cannot be held for any reason, by written consultation at the initiative of the management. A participant shall be entitled to cast one vote for each ONE U.S. DOLLAR (USD 1.-) in share capital (parts) possessed or represented by such participant, and no decision shall be deemed to be validly taken unless it has been adopted by the participants possessing or representing more than fifty per cent (50%) of the present or represented share capital (parts) of the company.

General meetings of participants shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 17. The financial year of the company starts on the 1st of December and ends on the last day of November of each year, with the exception of the first financial year, which shall begin on the date of formation of the company and shall terminate on November 30th, 2015.

Art. 18.

A) Financial statements and Annual dividend

Each year on the last day of November an inventory of the assets and the liabilities of the company together with a balance sheet and a profit and loss account will be set up.

The revenues of the company, deduction made of general expenses and charges, amortization and provisions constitute the net profit.

Five per cent (5%) out of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the sole participant or of the general meeting of participants, as the case may be.

B) Interim dividends

The board of managers is authorized to proceed, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the accounting year, to the payment of interim dividends, subject only to the two following conditions: the board of managers may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts drawn up no later than 30 days before the date of the board meeting; the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficiently distributable profits exist.

Title VI. - Liquidation - Dissolution

Art. 19. In case of dissolution of the company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be participants, designated by the sole participant or, as the case may be, by the meeting of participants at the majority defined by Article 142 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

The liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

Title VII. - Varia

Art. 20. The parties refer to the Law of August 10, 1915 on commercial companies and the amendments thereto for all matters not provided for in the present articles of association.

4.9 The composition of the board of managers of the Absorbing Company

There is no intention to change the composition of the board of managers of the Absorbing Company and shall remain composed as follows:

- Mr Jean-Pol LEBLON, born in Lodelinsart, Belgium on February 25, 1956, professionally residing at 51 Avenue JK Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Mr Christophe PLANTEGENET, born in Wassy, France on October 16, 1970, professionally residing at 51 Avenue JK Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Mr André PETRUNOFF, born in New-York, United States of America, on April 13, 1962, professionally residing at 235 East 42nd Street, 10017 New York, United States of America.

4.10 Appraisal of the assets and liabilities

For the purposes of Section 6 letter f) of DFE and Article 261 paragraph 4 (d) of LSC, the appraisal of the assets and liabilities of the Absorbed Company to be transferred to the Absorbing Company has been carried out based on the true equity value of the assets and liabilities of the Absorbed Company, which for these purposes is understood to be the value included in the financial statement as of November 30, 2014.

4.11 Date of accounts

For the purposes of Section 6 letter g) of DFE, the date of the financial statements of the Absorbed Company and the balance sheets of the Absorbing Company used in order to establish the conditions of the Merger shall be respectively November 30, 2014 and 5 February 2015.

4.12 Approval

The Cross-Border Merger and these Merger Plan were approved by the management board of the Absorbed Company on 5 February 2015.

The board of directors of the Absorbing Company approved the Cross-Border Merger and these Merger Plan during its meeting held in Luxembourg on 5 February 2015.

It is also expected that a notarized general meeting of the shareholders of the Absorbing Company be held during the second quarter of 2015 in order to approve the Merger Plan and resolve to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company.

The resolutions to enter into the Merger for each of the Merging Companies by the general meeting of shareholders of each of the Merging Companies do not need to be approved by any other corporate body of the Merging Companies or any third party, a part from the board of managers meeting of the Absorbing Company which pre-emptively approved this Merger Plan.

4.13 Impact on goodwill and distributable reserves

The Merger will not have any impact on the goodwill of the Absorbing Company. The Merger will not increase the amount of the distributable reserves of the Absorbing Company.

4.14 Effects of the Merger

Since the Merging Companies have no employees, the Merger will not have any employment related effect. The gender composition of the board of managers of the Absorbing Company will be unaffected by the Merger, as the board of managers of the Absorbing Company will remain the same. Finally, the Merger will not affect in any manner the corporate social responsibility of the Absorbing Company.

Since no rules concerning employee participation are applicable to the Merging Companies as referred to in Italian law and Articles L-426-13 to L-426-16 of the Luxembourg Labor Code, no procedure for the establishment of rules concerning employee participation as referred to in Italian law and Luxembourg Labor Code needs to be followed in respect of the Absorbing Company.

Pursuant to the Merger, all assets and liabilities, including any liabilities or right deriving from pending litigation of the Absorbed Company shall in principle be transferred to the Absorbing Company by operation of law in accordance with Article 274 paragraph 1 of LSC.

For the creditors of the Absorbed Company, this means that they can continue to recover their claims but from the Absorbing Company. The position of the creditors of the Absorbing Company shall not, so far as can be foreseen at this time, be affected in any way as a result of the Merger.

The Absorbing Company shall be the sole shareholder of the Absorbed Company at the date of the merger deed. Accordingly, following the Merger, the Absorbing Company will cease to exist by operation of law and the shares in the capital of the Absorbed Company will lapse.

In accordance with Article 273ter of LSC, the Merger shall be realized and effected vis-à-vis third parties as at the date of the publication of the approval of the Merger by Shareholders of the Absorbing Company in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

4.15 Contemplated continuation or termination of activities

The activities of the Absorbed Company shall be continued by the Absorbing Company.

4.16 Conditions for exercising rights by the creditors of the Merging Companies

Pursuant to Section 2503 of ICC, the merger deed can be entered into only after the expiration of the waiting period of 30 days (i.e. 60 days reduced by a half as of Section 2505 quarter of ICC) following the last of the filing of the shareholders' resolution on the merger with the Companies Register, provided that no creditors of the Absorbing Company have raised any objection to the Merger Plan during the opposition period.

Pursuant to article 268 of LSC, the creditors benefit from creditor protection creditors of the Merging Companies whose claims predate the date of publication of the resolutions of the Merging Companies to approve the Merger, may apply, within 2 (two) months of that publication, to the judge presiding the chamber of the Luxembourg district court dealing with commercial matters, to obtain safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the creditors may demonstrate with any credibility that the Merger represents a risk for the exercise of their rights and that the company did not provide them appropriate safeguards.

The Merger shall be realized and effected vis-à-vis third parties as at the date of the publication of the approval of the Merger by Shareholders of the Absorbing Company in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

In accordance with Article 276 of LSC, after the expiry of a 6 months period, the Merger which has taken effect may not be declared null and void.

The reduction to half of the waiting period as above is allowed in accordance with Article 2505 quarter of ICC to mergers involving only limited liabilities companies.

Detailed information on the above procedures can be found by the creditors of the Merging Companies free of charge at the following addresses:

- For the Absorbed Company: Pfizer Finance Italy S.r.l: Via Valbondione n. 113, Rome (Italy)
- For the Absorbing Company: PfizerPFE Italy Holdco S.à.r.l: 51 Avenue JF Kennedy, L-1855 - Luxembourg

V. Economic aspects and others.

5.1 Purpose and economic reasons for the Merger

During the past year and the current year, it has become evident the opportunity to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company also in order to avoid the duplication of structure, administrative and labor costs.

As a consequence of the above and for reasons of economic and business opportunity the restructuring and rationalization of the corporate structure is advisable. In order to do so, a merger by which the Absorbed Company is merged into the Absorbing Company is envisaged in the terms and conditions described in this Merger Plan.

This Merger is intended to coordinate, insofar as possible, the management and administrative services, seeking the necessary coordination of the companies involved, the maximum optimization of the human and material resources as well as taking advantage of and redistributing the available financial resources.

Thus, the purpose of the Merger is to simplify the company structure of the group of companies whereto the Merging Companies belong to (the "Group") and capture cost reductions from the resulting operating and administrative efficiencies.

Finally, this Merger takes place in the context of the global restructuring process which is taking place in the Group.

Costs

All costs, duties, or fees whatsoever to which the Merger may give rise shall be paid by the Absorbing Company.

In accordance with the provisions of article 261 and seq. of the Luxembourg Law the undersigned notary declares to certify the lawfulness of the present Merger agreement on the Absorbing Company view point.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English version and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing person, all known to the notary by surnames, name, civil status and residence, the said person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le treizième jour de février,

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

- le conseil de gérance de la société Pfizer Finance Italy S.r.l., une société à responsabilité de droit italien ayant son siège social à Via Valbondione 113, Rome (Italie), (Italy), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Rome sous le numéro fiscal no. 11190381001, R.E.A. RM-1285858 ("Pfizer Finance Italy S.r.l."); et

- le conseil de gérance de la société Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et sociétés sous le numéro B. 192.869, constituée suivant acte reçu devant le notaire instrumentant en date du 9 décembre 2014, publié au Mémorial C numéro 101 le 14 janvier 2015 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 février («Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l.»).

tous deux ici représentés par Me Sonia BELLAMINE, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par la personne représentant les parties comparantes sus-nommées et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Les parties comparantes, représentées comme décrit ci-dessus, ont demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l., entend fusionner avec et absorber Pfizer Finance Italy S.r.l., conformément aux articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

CONSIDERANT QUE:

A. Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. est l'associé unique de Pfizer Finance Italy S.r.l. et par conséquent détient la totalité du capital social de la Société Absorbée;

B. Pour des raisons économiques et de restructuration, afin de simplifier la structure de la propriété et de réduire les coûts d'exploitation, les conseils de gérance de Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. et Pfizer Finance Italy S.r.l., ont décidé de la fusion des Sociétés;

C. Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l. étant l'associé unique de Pfizer Finance Italy S.r.l. la fusion s'effectuera conformément à la procédure de la fusion simplifiée telle que prévue par les articles 278 et suivants de la Loi,

D. Le présent acte est passé en totale conformité avec les exigences de l'article 271 de la Loi.

Le projet commun de fusion s'énonce comme suit:

I. Identification des sociétés qui fusionnent.

- La société absorbante, Pfizer PFE Italy Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et sociétés sous le numéro B. 192.869 constituée suivant acte reçu devant le notaire instrumentant en date du 9 décembre 2014, publié au Mémorial C numéro 101 le 14 janvier 2015 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 février 2015 non encore publié au Mémorial C (la «Société Absorbante»).

- La société absorbée, Pfizer Finance Italy S.r.l., une société à responsabilité de droit italien ayant son siège social à Via Valbondione 113, Rome (Italie), (Italy), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Rome sous le numéro fiscal no. 11190381001, R.E.A. RM-1285858 constituée suivant acte reçu devant le notaire Mr. Luca Amato, Notaire à Rome (Italie), domicilié à Via Aniene no. 8, Rome (Italie), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Rome sous le numéro d'archive d'acte 32941 (la «Société Absorbée»).

(La Société Absorbante et la Société Absorbée seront ensemble ci-après dénommées comme les «Sociétés Fusionnantes»).

II. Information générale. Les Sociétés Fusionnantes souhaitent entrer dans une fusion transfrontalière en accord avec les dispositions de la Directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Europe du 26 octobre 2005 concernant les fusions transfrontalières de sociétés à responsabilité limitée, qui a été transposée en Italie par un décret 108/2008 ("Attuazione della direttiva 2005/56/CE relativa alle fusioni transfrontaliere di Società" ci-après "DFE") et qui a été successivement modifié par le décret 123/2012 et au Luxembourg par la loi du 10 mars 2009 relative aux articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, loi du 10 août 1915, tel qu'amendée (la "LSC") et en accord avec l'article 2501 et suivants du Code Civil italien (ci-après l'"ICC") et en accord avec les Articles 278 et suivants de la LSC (la "Fusion").

Le conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil de gérance de la Société Absorbée ont préparé un projet de fusion transfrontalière au sens de la Directive et des dispositions législatives précitées (ci-après le "Projet de Fusion").

La fusion envisagée, par laquelle la Société Absorbante absorbera la Société Absorbée et par laquelle la Société Absorbante va acquérir, au travers d'un transfert d'universalité, tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, qui cessera d'exister par effet de la loi en accord avec les Articles 278 et suivants de la LSC.

Les membres des conseils de gérances des Sociétés Fusionnantes déclarent ici que le Projet de Fusion sera enregistré auprès du Registre des Sociétés de Rome, où la Société Absorbée est enregistrée et auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg où la Société Absorbante est dûment enregistrée.

Les membres des conseils de gérances des Sociétés Fusionnantes déclarent par ailleurs que le Projet de Fusion sera publié dans le journal officiel en Italie et au dans le journal officiel au Grand-Duché de Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg.

Les documents décrits précédemment seront également déposés au siège des Sociétés Fusionnantes avec tous les autres documents nécessaires décrits à l'Article 2501 septies de l'ICC et l'article 267 de la LSC.

A la date de l'acte de fusion, toutes les parts du capital social de la Société Absorbée seront la propriété de la Société Absorbante, de sorte que, en accord avec l'Article 2505 de l'ICC et l'Article 18 de la DFE et l'article 278 et suivants de la LSC, la Fusion sera une fusion par absorption d'une filiale détenue à 100%. Par conséquent, cette Fusion sera considérée comme une fusion simplifiée conformément aux lois italiennes et luxembourgeoises.

En conséquence de ce qui précède, la Société Absorbée sera absorbée et cessera d'exister sans liquidation. L'augmentation de capital social de la Société Absorbante pour un montant équivalent à la valeur des actifs et passifs reçus de la Société Absorbée n'étant pas nécessaire.

Il résultera de la Fusion que: (i) aucune modification des statuts de la Société Absorbante n'est envisagée, et (ii) aucun changement dans le conseil de gérance de la Société Absorbante n'est envisagé.

Conformément à la Section 8 du DFE un rapport de fusion doit être préparé en accord avec la Section 2501 quinquies de l'ICC et l'article 265 de la LSC, qui font référence spécifiquement aux implications de la Fusion pour les associés, débiteurs et employés (si tel est le cas), qui sera annoncée aux associés et aux représentants des employés ou, si il n'y en a pas, directement aux employés, au moins 30 jours avant la date de la réunion des associés qui statuera sur le Projet Fusion, sans préjudice des dispositions de l'article 47 de la loi du 29 décembre 1990 n°. 428 concernant la consultation des syndicats.

Le rapport doit également préciser les raisons de la Fusion et décrire les conséquences prévisibles sur les activités ainsi qu'une explication d'un point de vue légal, économique et emploi.

Ni un rapport d'expert indépendant, tel que décrit à l'article 2501 quater CC de l'article 8 DFE ni un rapport de réviseur tel que décrit à l'article 267 de la LSC ne sont nécessaires puisque la Fusion est une fusion par absorption d'une filiale détenue à 100%.

Pour les besoins de la Fusion il est convenu que le bilan spécial de fusion de la Société Absorbée sera le bilan au le 30 novembre 2014 et dûment approuvé le 22 janvier 2015 et que le bilan spécial de fusion de la Société Absorbante sera le bilan au 5 février 2015.

Aucune des Sociétés Absorbante ou Absorbée ne sont en dissolution, ont été déclarées en faillite ou en cessation de paiements.

Les parts du capital de la Société Absorbée ont été entièrement libérées.

Aucune des parts de la Société Absorbée n'est soumise à un gage ou un droit d'usufruit en faveur d'une partie tierce.

III. Forme sociale, Dénomination, Siège social de la société et enregistrement des données.

3.1 Société Absorbante (Article 261-2(a) de la LSC) "Pfizer PFE Italy Holdco S.à.r.l.", Société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 51 Avenue JF Kennedy, L-1855, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 192869 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 101 page 4828 le 14 janvier 2015.

3.2 Société Absorbée

"Pfizer Finance Italy S.r.l.", société à responsabilité limitée constituée selon les lois italiennes, ayant son siège social Via Valbondione 113, Rome, (Italie), numéro fiscal et numéro d'inscription au registre de commerce de Rome 11190381001, R.E.A. RM-1285858, avec un capital social entièrement libéré de cent vingt mille Euros (EUR 120.000,00) représenté par cent vingt mille (120,000) parts de un euros (EUR 1.-)chacune.

La société qui résultera de la Fusion sera la Société Absorbante, qui gardera sa dénomination sociale actuelle ("Pfizer PFE Italy Holdco S.à.r.l.").

IV. Aspects légaux.

4.1 Fusion

La Fusion envisagée par laquelle la Société Absorbante absorbera l'Absorbée et par laquelle l'Absorbante va acquérir la succession universelle de tous les actifs et passifs de l'Absorbée, qui cessera d'exister par opération de la loi.

4.2 Rapport d'échange

En accord avec la section 2505 CC et l'article 261 alinéa 2 (b) de la LSC il ne sera pas nécessaire d'inclure une référence: (i) au rapport d'échange des parts (ii) à la soulte potentielle; et (iii) à la procédure d'échange puisque la Fusion est une fusion par absorption d'une filiale détenue à 100%.

4.3 Droits spéciaux en faveur de certaines classes de parts et récompenses

Conformément aux dispositions de l'article 2501 ter n. 7 du CC et de l'article 261 alinéa 2 (f) de la LSC, il est expressément précisé qu'il n'y a pas de détenteurs de classes de parts spéciales ou d'autres titres donnant droit à des droits spéciaux, comme le droit à des distributions de profits ou des souscriptions de parts, vis à vis de la Société Absorbée exception faite pour les parts dans la Société Absorbée qui sont détenues par la Société Absorbante. En conséquence, aucun droit, compensation ou mesure, selon l'ICC et/ou le LCC n'a besoin d'être accordé à ou être à la charge de la Société Absorbante.

4.4 Mesures en rapport avec le transfert de propriété

Dans le cadre de la Fusion, il n'y aura pas de transfert de propriété de parts de la Société Absorbée en relation avec la Fusion. Par conséquent, aucune mesure ne sera prise dans ce cadre.

4.5 Avantages sociétaires

Aux fins de l'article 2501 ter n. 8 CC, de l'article 6 c) DFE et de l'article 261 alinéa 2 (f) de la LSC, aucun avantage de quelque nature que ce soit n'a été accordé ou ne sera accordé du fait de la Fusion aux membres du conseil de gérance des Sociétés Fusionnantes, aux organes de contrôle ou de surveillances de la Société Absorbante ou de la Société Absorbée ou à toute autre partie impliquée dans la Fusion.

Pour le surplus, étant donné que le rapport d'un réviseur indépendant n'est pas requis conformément aux dispositions de la section 2501 quater CC, de l'article 9 DFE et de l'article 266 alinéa 5 de la LSC il n'est pas nécessaire de considérer qu'avantage aurait pu être accordé à un tel expert indépendant.

4.6 Participation aux profits.

Étant donné que la Fusion est une fusion par absorption d'une filiale détenue à 100%, conformément à l'art. 2505 du CC et à l'article 261, alinéa 2 (f) et (e) de la LSC, il n'est pas nécessaire d'inclure une référence aux droits de participation aux profits.

4.7 Effet comptable

Conformément à l'art. 2501 ter n. 6 du CC et à l'article 261 alinéa 4

(d) et (e) de la LSC, la date à partir de laquelle les transactions et données financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes de la Société Absorbante sera à la date effective de la Fusion. A partir de cette date les transactions et autres données financières de la Société Absorbée seront réputées effectuées, d'un point de vue comptable, par la Société Absorbante.

4.8 Statuts

Pour les besoins de l'art. 2501 ter n. 1 du CC, de l'art. 6 a) du DFE et de l'article 261 alinéa 4 (a) de la LSC il est précisé qu'aucune modification ne sera apportée aux statuts de la Société Absorbante, qui devront se lire comme suit:

Titre I^{er} . Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée et par celle du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est «Pfizer PFE ITALY Holdco S.à r.l.».

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. La faillite ou l'insolvabilité de l'associé unique ou de l'un des associés selon les cas, ne mettent pas fin à la société.

Titre II. Capital - Parts

Art. 7. Le capital social de la société est fixé à CENT SOIXANTE-DIX MILLIONS VINGT MILLE U.S. DOLLARS (USD 170.020.000,-) divisé en CENT SOIXANTE-DIX MILLIONS VINGT MILLE (170.020.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'UN DOLLAR AMERICAIN (USD 1,-) chacune.

Le capital social de la société pourra être augmenté ou réduit suivant les règles légales en vigueur au Luxembourg.

Le collège de gérance pourra créer ponctuellement les réserves qu'il jugera appropriées (en plus des réserves légales) et créera une réserve destinée à recevoir les primes d'émissions reçues par la société lors de l'émission et de la vente de ses parts sociales, les réserves ainsi créées pourront être utilisées par le collège de gérance pour compenser des moins-values réalisées ou latentes, ou pour le paiement de tout dividende, ou toute autre distribution.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles par l'unique associé, aussi longtemps qu'il y a uniquement un seul associé.

S'il y a plus d'un associé, les parts sont librement cessibles entre les associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non-associés ne peuvent être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Art. 9. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Pour l'exercice de leurs droits, l'associé en question, ainsi que ses héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers, doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et, s'il y a plusieurs associés, aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Administration

Art. 10. La société est administrée par un collège de gérance composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour une période indéterminée par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés, et qui sont révocables par eux à tout moment.

Le nombre des gérants, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés.

Le poste de gérant sera vacant si:

- il démissionne de son poste avec préavis à la société, ou
- il cesse d'être gérant par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste de gérant, ou
- il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou
- il est révoqué par une résolution de l'associé unique, ou, le cas échéant, par une décision de l'assemblée générale des associés.

Dans les limites de la loi, chaque gérant, présent ou passé, sera indemnisé sur les biens de la société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice, présent ou passé, de la fonction de gérant.

Art. 11. Le collège de gérance peut choisir un président parmi ses membres.

Le collège de gérance se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux gérants le demandent.

Toutes les réunions du collège de gérance se tiendront à Luxembourg.

Le collège de gérance ne délibère valablement que si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions signées par tous les membres du collège de gérance ont la même valeur juridique que celles prises lors d'une réunion du collège de gérance dûment convoqué à cet effet. Les signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur différentes copies de la même résolution; elles peuvent être données par lettre, fax ou tout autre moyen de communication.

En outre, tout membre du collège de gérance prenant part aux délibérations dudit collège par tout moyen de communication (notamment par téléphone) permettant à tous les autres membres du collège de gérance présents (en personne, en vertu d'une procuration, par voie téléphonique ou autre) d'entendre et d'être entendus à tout moment par

les autres membres, sera réputé être présent à cette réunion aux fins de calcul du quorum et sera autorisé à voter sur l'ordre du jour de la réunion.

Si la résolution est prise par voie téléphonique, elle sera considérée comme prise à Luxembourg si l'appel téléphonique est initié du Luxembourg.

Art. 12. Le collège de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'associé unique ou, selon les cas, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du collège de gérance.

Art. 13. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants, à moins que des décisions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs n'aient été prises par le collège de gérance conformément à l'article 14 des présents statuts.

Art. 14. Le collège de gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes, qui ne doivent pas nécessairement être membres du collège de gérance. Si le mandataire est choisi au sein de ses membres, il prendra la qualification de gérant-délégué. S'il n'a pas été élu en son sein, il sera qualifié de directeur chargé de la gestion journalière.

Il peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale des activités à un ou plusieurs gérants, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du collège de gérance ou associés.

Art. 15. Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le collège de gérance, représenté par son président ou par le gérant délégué à cet effet.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 16. Pour le cas où il n'y a qu'un associé unique, celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues au Luxembourg, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du gérant/des gérants seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Toutes ces décisions seront écrites et consignées dans un registre spécial.

S'il y a plus d'un associé, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale dûment tenue au Luxembourg, ou, si cette assemblée générale ne peut être tenue pour quelque raison que ce soit, par consultation écrite à l'initiative de la gérance. L'associé aura le droit d'exprimer un vote pour toute part de UN U.S. DOLLAR (USD 1,-) du capital social détenu par lui ou représenté par lui et, aucune décision ne sera valablement prise que pour autant qu'elle aura été adoptée par des associés représentant ou détenant plus de la moitié (50%) du capital social présent ou représenté de la société.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. Année comptable - Profits - Réserves

Art. 17. L'année sociale commence le 1^{er} décembre et finit le 30 novembre de chaque année, sauf en ce qui concerne le premier exercice qui commencera au jour de la constitution de la société et s'achèvera le 30 novembre 2015.

Art. 18.

A) Comptes sociaux et dividende annuel

Chaque année au dernier jour de novembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que la réserve légale a atteint le dixième (10%) du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon les cas.

B) Dividendes intérimaires

Le conseil de gérance est autorisé à procéder, autant de fois qu'il le juge opportun et à tout moment de l'année sociale, au paiement de dividendes intérimaires, uniquement sous le respect des deux conditions suivantes: le conseil de gérance ne peut prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires que sur base des comptes intérimaires préparés au plus tard trente jours avant la date dudit conseil de gérance; les comptes intérimaires, qui pourront ne pas avoir été audités, doivent attester qu'il existe un bénéfice distribuable suffisant.

Titre VI. Liquidation - Dissolution

Art. 19. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Titre VII. Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions des lois afférentes.

4.9 Composition de l'organe de gestion de la Société Absorbante

Il n'est pas envisagé de procéder à un changement dans la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante qui devra rester comme suit:

- Monsieur Jean-Pol LEBLON, né à Lodelinsart, Belgique le 25 février 1956, demeurant professionnellement au 51 Avenue JK Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Monsieur Christophe PLANTEGENET, né à Wassy, France le 16 octobre 1970, demeurant professionnellement au 51 Avenue JK Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Monsieur André PETRUNOFF, né à New-York, Etats Unis d'Amérique, le 13 avril 1962, demeurant professionnellement au 235 East 42nd Street, 10017 New York, Etats Unis d'Amérique.

4.10 Evaluation des actifs et passifs

Conformément à l'art. 6 f) du DFE et à l'article 261 alinéa 4 (d) de la LSC l'évaluation des éléments d'actifs et de passifs à transférer par la Société Absorbée à la Société Absorbante a été réalisée à la valeur réelle comptable des éléments d'actifs et de passifs Société Absorbée tels qu'ils ressortent du bilan à la date du 30 Novembre, 2014.

4.11 Date d'arrêt des comptes

Conformément aux dispositions de l'article 6 g) du DFE, la date des bilans de la Société Absorbée et la date des bilans de la Société Absorbante qui seront utilisés pour déterminer les conditions de la Fusion seront datés respectivement du 30 Novembre 2014 et le 5 février 2015.

4.12 Approbation

La Fusion Transfrontalière et le présent Projet de Fusion ont été approuvés par le conseil de gérance de la Société Absorbée le 5 février 2015.

Le conseil de gérance de la Société Absorbante a approuvé la Fusion Transfrontalière et le présent Projet de Fusion au cours de sa réunion qui s'est tenue à Luxembourg le 5 février 2015.

Il est prévu qu'une assemblée générale des associés de la Société Absorbée par devant notaire ait lieu au cours du second trimestre de l'année 2015 afin d'approuver le Projet de Fusion et d'adopter une résolution en vue de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

Il est également prévu qu'une assemblée générale des associés de la Société Absorbante ait lieu au cours du second trimestre de l'année 2015 afin d'approuver le Projet de Fusion et de décider de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

Les décisions de chacune des Sociétés Fusionnantes d'entrer dans la Fusion prises par l'assemblée générale des associés de chaque Société Fusionnante n'a pas besoin d'être approuvée par un autre organe social des Sociétés Fusionnantes ou toute autre partie tierce, sauf le conseil de gérance de la Société Absorbante qui a été préalablement approuvé ce Projet de Fusion.

4.13 Effet sur le fonds de commerce et sur les réserves distribuables

La Fusion n'aura aucun impact sur le fonds de commerce de la Société Absorbante. La Fusion n'augmentera pas le montant des réserves distribuables de la Société Absorbante.

4.14 Effet de la Fusion

Puisque les Sociétés Fusionnantes n'ont pas de salariés, la fusion n'aura pas d'effet sur l'emploi. La composition par sexe du conseil de gérance de la Société Absorbante ne sera pas affectée par la Fusion, le conseil de gérance de la Société Absorbante restera le même. Enfin, la Fusion n'affectera en aucune manière l'objet sociale de la Société Absorbante.

Puisque aucune règle concernant la participation des salariés sont applicables aux Sociétés Fusionnantes visée au droit italien et les articles L-426-13 à 426-16 du Code du travail Luxembourgeois, aucune procédure pour l'établissement de règles relatives à la participation des salariés visés en droit italien et le code du travail Luxembourgeois doit être suivie à l'égard de la Société Absorbante.

Conformément à la Fusion, tous les actifs et passifs, y compris les passifs ou droit découlant de litiges en cours de la Société Absorbée doit en principe être transféré à la Société Absorbante de plein droit conformément à l'article 274 paragraphe 1 du LSC.

Pour les créanciers de la Société Absorbée, cela signifie qu'ils peuvent continuer à recouvrer leurs créances, mais de la Société Absorbante.

La position des créanciers de la Société Absorbante ne doit pas, pour autant que peut être prévu à ce moment, être affectée d'aucune façon à la suite de la Fusion.

La société absorbante doit être l'actionnaire unique de la Société Absorbée à la date de l'acte de Fusion. En conséquence, après la Fusion, la Société Absorbante cessera d'exister de plein droit et les parts dans le capital de la Société Absorbée seront annulées.

Conformément à l'article 273ter du LSC, la Fusion sera réalisée et effectuée vis-à-vis des tiers à la date de la publication de l'approbation de la fusion par les actionnaires de la Société Absorbante dans Mémorial C, Recueil des Sociétés et associations.

4.15 Continuation ou fin des activités.

Les activités de la Société Absorbée seront continuées par la Société Absorbante.

4.16 Conditions de l'exercice des droits des créanciers des Sociétés Fusionnantes

Conformément à l'article 2503 du CC, l'acte de fusion ne peut être réalisé qu'après l'expiration d'une période de 30 jours (i.e. 60 jours réduits de moitié en accord avec l'article 2505 quater CC) suivant le dernier enregistrement de la décision des associés avec le Registre des Sociétés, dans la mesure où aucun créancier de la Société Absorbante n'a soulevé une objection au Projet de Fusion pendant cette période d'opposition.

Conformément aux dispositions de l'article 268 de la LSC, les créanciers bénéficient de la protection des créanciers des Sociétés Fusionnantes pour les créances qui précèdent la date de publication des résolutions des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion et peuvent soumettre, dans les 2 mois qui suivent la publication, au juge président la Chambre Commerciale du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, une demande en vue d'obtenir la sauvegarde de garanties pour toute dette, échue ou non, lorsque le créancier peut démontrer que la Fusion représente un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni les garanties suffisantes.

La Fusion sera réalisée et effective vis à vis des tiers à la date de la publication de l'approbation de la Fusion par les associés de la Société Absorbante dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Conformément à l'article Article 276 de la LSC, la Fusion qui a pris ses effets ne peut plus être déclarée nulle ou annulée après l'expiration d'une période de 6 mois.

La réduction de moitié de la période d'attente telle que ci-dessus est possible conformément aux dispositions de l'article 2505 quater de l'ICC pour les fusions impliquant seulement des sociétés à responsabilité limitées.

Des informations détaillées sur les procédures ci-dessus décrites sont gratuitement disponibles pour les créanciers des Sociétés Fusionnantes à l'adresse suivante:

- Pour la Société Absorbée: Pfizer Finance Italy S.r.l: Via Valbondione n. 113, Rome (Italie)
- Pour la Société Absorbante: Pfizer PFE Italy Holdco S.à.r.l.: 51 Avenue JF Kennedy L-1855 - Luxembourg

V. Aspects économiques et autres.

5.1 Finalité et raisons économiques de la Fusion

Au cours de la dernière année et l'année en cours, il est devenu évident la possibilité de fusionner la Société Absorbée dans la Société Absorbante également afin d'éviter la duplication de la structure des coûts, administratifs et du travail.

En conséquence de ce qui précède, et pour des raisons économiques et commerciales de la restructuration et la rationalisation de la structure de l'entreprise est conseillée. Pour ce faire, une fusion par laquelle la Société Absorbée est fusionnée dans la Société Absorbante est envisagée dans les termes et conditions décrits dans le présent Projet de Fusion.

Cette fusion vise à coordonner, autant que possible, la gestion et les services administratifs, la recherche de la coordination nécessaire entre les sociétés impliquées, l'optimisation maximale des ressources humaines et matérielles en profitant et en redistribuant les ressources financières disponibles.

Ainsi, le but de la Fusion est de simplifier la structure du groupe de sociétés à laquelle les Sociétés Fusionnantes appartiennent (le «Groupe») et la réduction des coûts de capture de l'exploitation résultant et l'efficacité administrative. Enfin, cette fusion a lieu dans le cadre du processus de restructuration mondiale qui se déroule au sein du Groupe.

Coûts

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la Société Absorbante.

Conformément aux articles 261 et suivants de la Loi, le notaire soussigné déclare et certifie la légalité du présent projet de fusion du point de vue de la Société Absorbante.

Le notaire soussigné, comprenant et parlant anglais, reconnaît à la demande des parties que cet acte notarié est rédigé en anglais et suivi d'une traduction en français; à la demande de ces mêmes parties, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, le présent acte a été rédigé à Senningerberg, le jour précité.

Le document ayant été lus au mandataire des parties comparantes dont le notaire connaît les prénoms, noms, statuts civils et résidences, ledit mandataire a signé ensemble avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Sonia BELLAMINE, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 16 février 2015. 1LAC / 2015 / 4827. Reçu 12.-EUR

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Suit copie des annexes faisant partie intégrante de l'acte:

**Schedule 1 which forms an integral part of the merger plan
Annexe 1 qui fait partie intégrante du projet de fusion
Pfizer PFE Holdco S.à r.l.
Social Capital : USD 170,020,000
Registered Office : 51. Ave J.F Kennedy
L-1855 G.D de Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 192 869**

Balance-sheet as per February 5th, 2015 (expressed in USD)

ASSETS	Accounting year 2015	LIABILITIES	Accounting year 2015
A. Subscribed capital around		A. Capital and reserves	
B. Formation expenses		I. Subscribed capital	170.020.000,00
C. Fixed assets		II Share premium and similar premiums	1.557.824.000,00
I. Intangible assets		III. Revaluation reserves	
II. Tangible assets		IV. Reserve	
III Financial assets	1.727.844.000,00	- Legal reserve	
D. Current assets		- Other Reserves	
I. Stocks		V. Profit or loss brought forward	
II. Debtors		VI. Result for the financial year (loss)	
a) becoming due and payable after less than 1 year		VII. Interim dividends	
b) becoming due and payable after more than 1 year		B. Subordinated creditors	
III. Investments		. Provisions	
IV. Cash and bank and in bank	20.000,00	D. Non subordinated debts	
		a) becoming due and payable after less than 1 year	20.000,00
		b) becoming due and payable after more than 1 year	
E. Prepayments		E. Deferred income	
Total	1.727.864.000,00	Total	1.727.864.000,00
C. Fixed assets		C. Provisions	
III. Financial assets	1.727.844.000,00		
Investment - Pfizer PFE Italy Holdco 2 SARL	1.439.581.627,00	D. Non subordinated debts	
Investment - Pfizer Finance Italy Srl	288.262.373,00	a) becoming due and payable after less Than 1 year	20.000,00
II. Debtors			
a) becoming due and payable after than 1 year		Others	
Others		Affiliates	20.000,00
Affiliates		I loan - PSCI 4095	20.000,00
IV. Cash at bank and in band	20.000,00	D. Deferred income	
Citibank c/c in USD	20.000,00		
E. Prepayments			

Schedule 1 which forms an integral part of the merger plan

Annexe 1 qui fait partie intégrante du projet de fusion

Social Capital : USD 170,020,000

Registered Office : 51. Ave J.F Kennedy

L-1855 G.D de Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 192 869

L-1855 G.D de Luxembourg B 192 869 Profit and Loss accounts for the fiscal year from December 9th, 2014 to February 5th, 2015 (expressed in USD)

CHARGES	Accounting year 2015	Accounting year 2015
1-2 Gross profit or loss		1-5 Gross profit or loss
3. Staff costs		6 Income from financial fixed assets
a) Wages and salaries		a) Derived from affiliated undertaking
b) Social security costs		b) Other income
4. Value adjustments		7. Income from financial current assets
a) on formation expenses and on tangible/intangible fixed assets		a) Derived from affiliated undertaking
5. Other operating charges		b) Other income
6. Value adjustments on financial fixed asset		
7. Value adjustments on financial current assets		
8. Interest payable and similar charges		8. Other interests and other financial income
a) Concerning affiliated undertakings		a) Derived from affiliated undertakings
b) Other interest payable and similar charges		b) Other interest receivable and similar income
9. Extraordinary Charges		9. Extraordinary Income
10. Tax or profit or loss		10. Loss for the financial year
11. Other taxes non included the previous caption		
12. Profit for the financial year		
Total		TOTAL
1-7 Cross profits or loss		1-5. Cross profit or loss
8. Interest payable and similar charges		6. Income from financial fixed assets
a) Concerning affiliated undertaking		a) Derived from affiliated undertakings
b) Other increase payable and similar charges		8. Other interest and other financial income
9. Extraordinary Charges		a) Derived from affiliated undertakings
10. Tax and profit or loss		b) Other interest receivables and similar income
11. Other taxes not included in the previous caption		

Schedule 2 which forms an integral part of the merger plan

Annexe 2 qui fait partie intégrante du projet de fusion

PFIZER FINANCE ITALY S.r.l.

(Socio Unicoi Pfizer International Luxembourg SA)

Sede legale: Roma-Via Valbondione 113

Capitale Sociale: Euro 120.000,00 i.v.

Registro Imprese, Codice Fiscale e Partita Iva 11190381001

R.E.A. di Roma: 1285858

Società soggetta alla direzione e coordinamento di Pfizer Inc. (USA)

Bilancio al 30 novembre 2014

(importi espressi in Euro)

ATTIVO

30.11.2014

30.11.2013

A) CREDITI VERSO SOCI PER VERSAMENTI ANCORA DOVUTI	-	-
B) IMMOBILIZZAZIONI	-	-
C) ATTIVO CIRCOLANTE		
Crediti		
Verso imprese consociate entro 12 mesi	1.759.589.747	120.613.164
Verso imprese consociate entro 12 mesi	-	1.386.452.031
Crediti tributari:		
- entro 12 mesi	3.287.405	15.311
Totale	1.772.877.152	1.507.080.506
Disponibilità liquide		
Depositi bancari e postali	85.538	12.571
Totale	85.538	12.571
TOTALE ATTIVO CIRCOLANTE (C)	1.772.962.690	1.507.093.077
D) RATEI E RISCONTI	-	-
TOTALE ATTIVO	1.772.962.690	1.507.093.077
PASSIVO		
A) PATRIMONIO NETTO		
Capitale sociale	120.000	120.000
Riserva legale	24.000	3.556.195
Allre riserve	278.025.745	-
Riserve sovrapprezzo quote	1.386.332.031	1.386.332.031
Utile d'esercizio (perdila) a nuovo	106.523.717	67.567.698
Utile d'esercizio (perdita) d'esercizio	1.420.161	35.423.824
TOTALE PATRIMONIO NETTO (A)	1.772.445.654	1.492.999.748
B) FONDI PER RISCHI ED ONERI	-	-
C) TRATTAMENTO DI FINE RAPPORTO DI LAVORO SUBORDINATO	-	-
D) DEBITI		
Verso fornitori entro 12 mesi	370.636	320.323
Verso imprese consociate:		
entro 12 mesi	146.400	145.800
Verso imprese controllanti:		
entro 12 mesi	-	13.627.206
TOTALE DEBITI (D)	517.036	14.093.329
E) RATEI E RISCONTI	-	-
TOTALE PASSIVO	1.772.962.690	1.507.093.077
CONTO ECONOMICO		
A) VALORE DELLA PRODUZIONE	-	-
B) COSTI DELLA PRODUZIONE		
Per servizi	530.066	410.597
Oneri diversi di gestione	1.820	4.883
TOTALE COSTI DELLA PRODUZIONE (B)	531.886	415.480
DIFFERENZA TRA VALORE E COSTI DELLA PRODUZIONE (A-B)	(531.886)	(415.480)
C) PROVENTI E ONERI FINANZIARI		
Altri proventi finanziari:		
- da imprese consociate	52.546.875	52.391.913
Totale proventi finanziari	52.546.875	52.391.913
Interessi ed altri oneri finanziari:		
- da imprese consociate	216	22
- da imprese controllanti	51.939.294	-
- ahri	340	278
Totale oneri finanziari	51.939.850	300
TOTALE PROVENTI E ONERI FINANZIARI (C)	607.025	52.391.613
D) RETTIFICHE DI VALORE DJ ATTIVITÀ FINANZIARIE	-	-

E) PROVENTI ED ONERI STRAORDINARI

- imposte esercizi precedenti	-	30.001
RISULTATO PRIMA DELLE IMPOSTE (A-B+C+D+E)	75.139	51.946.132
Imposte sul reddito dell'esercizio:		
- imposte correnti	120.009	16.522.308
- imposte differite (anticipate)	(1.465.031)	-
Totale imposte sul reddito dell'esercizio	(1.345.022)	16.522.308
UTILE (PERDITA) DELL'ESERCIZIO	1.420.161	35.423.824

Nota integrativa al bilancio al 30 novembre 2014

Il bilancio dell'esercizio 2014 è stato redatto in conformità alla normativa del Codice Civile ed è costituito dallo Stato Patrimoniale, dal Conto Economico e dalla presente Nota Integrativa, accompagnata dalla Relazione sulla Gestione, che fornisce le informazioni richieste dall'art. 2427 del Codice Civile e da altre disposizioni del Codice Civile in materia di bilancio. Viene altresì fornito, in allegato, il rendiconto finanziario che analizza i flussi monetari generali nell'esercizio e, sulla base di quanto previsto dall'OIC 4 par. 4.5, i prospetti di Stato Patrimoniale e Conto Economico che riportano i saldi derivanti dalla società incorporata-

Si precisa inoltre che non ci si è avvalsi delle deroghe di cui all'art. 2423-bis del Codice Civile, né si sono rese necessarie quelle di cui all'art. 2423 del Codice Civile.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations qui remplace le dépôt numéro L150031530 du 17 février 2015, publié le 19 février 2015 sous le numéro 453.

Senningerberg, le 20 février 2015.

Référence de publication: 2015031352/950.

(150034717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Haget S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 149.115.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Helsingfors Investments, an unlimited liability company, incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Windward 1, Regatta Office Park, PO Box 897, Grand Cayman, KY1-1103, Cayman Islands and registered with the Registry of Companies, Cayman Islands under number 63715,

here represented by Mrs Antje Reibold, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Vaduz, on 19 December 2014,

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Haget S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 149115, incorporated pursuant to a notarial deed on 26 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2317 on 26 November 2009. The articles of association have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Approval of the interim balance sheet dated 15 December 2014 as opening balance sheet of the liquidation.
2. Dissolution and liquidation of the Company.
3. Appointment of liquidators and determination of their powers.
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the sole shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to approve the interim balance sheet dated 15 December 2014 as opening balance sheet of the liquidation.

Second resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”) the sole shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

Third Resolution

The sole shareholder resolves to appoint (i) Mr. Markus Summer, born in Feldkirch, Austria, on 9 April 1973, professionally residing at 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein as class A liquidator, (ii) Mr. Johannes Burger, born in Bregenz, Austria, on 30 August 1960, professionally residing at 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein as class A liquidator (each the “Class A Liquidator”) and (iii) AIM Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 74676, having its registered office at 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B liquidator (the “Class B Liquidator”).

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator are hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without requesting further authorisations of the sole shareholder.

The liquidators are relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the joint signature of any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator may, under their responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as they determine and for the period as they think fit.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator may distribute the Company’s assets to the sole shareholder in cash and/or in kind in their sole discretion. Such distribution may take the form of advance payments on future liquidation proceeds.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de décembre.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Helsingfors Investments, une société à responsabilité illimitée, constituée sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au Windward 1, Regatta Office Park, PO Box 897, Grand Caïman, KY1-1103, Iles Caïmans et immatriculée auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïmans, sous le numéro 63715,

ici représentée par Madame Antje Reibold, Rechstanwältin, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée à Vaduz, le 19 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

La comparante est l’associé unique de Haget S.à r.l. (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149115, constituée selon acte notarié en date du 26 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2317 en date du 26 novembre 2009. Les statuts n’ont pas été modifiés depuis lors.

La comparante représentant l’intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l’ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du bilan intérimaire en date du 15 décembre 2014 comme bilan d’ouverture de la liquidation.
2. Dissolution et liquidation de la Société.
3. Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l’ordre du jour, l’associé unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'approuver le bilan intérimaire en date du 15 décembre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

Deuxième résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») l'associé unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

Troisième résolution

L'associé unique décide de nommer (i) Monsieur Markus Summer, né à Feldkirch, Autriche, le 9 avril 1973, résidant professionnellement au 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, comme liquidateur de classe A, (ii) Monsieur Johannes Burger, né à Bregenz, Autriche, le 30 août 1960, résidant professionnellement au 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, comme liquidateur de classe A (chacun un «Liquidateur de Classe A») et (iii) AIM Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74676, ayant son siège social au 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme liquidateur de classe B (le «Liquidateur de Classe B»).

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, disposent des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, sont par la présente expressément autorisés à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'associé unique.

Les liquidateurs sont dispensés de dresser un inventaire et peuvent se référer aux comptes de la Société.

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un Liquidateur de Classe A ensemble avec le Liquidateur de Classe B.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, pourront, sous leur responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de leurs pouvoirs dont ils fixeront l'étendue et la durée.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, pourront distribuer, à leur discrétion, les actifs de la Société à l'associé unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connue du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. REIBOLD, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 7 janvier 2015. Relation: EAC/2015/441. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015011318/124.

(150012734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

InfraTaf Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.492.113,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.908.

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015011361/13.

(150012996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Helio Energia Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 191.270.

In the year two thousand and fifteen, on January 19th.

Before the undersigned Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

Has compared:

Mr Charles DURO, attorney at law, residing professionally at L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in his capacity as special attorney in the name and on the behalf of the board of directors of "Helio Energia Holdings S.A.", a société anonyme duly formed and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and whose registered office is situated at L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duchy of Luxembourg) R.C.S. Luxembourg B 191 270 (hereafter "the Company"), by virtue of a power conferred to him by the board of directors of the Company in its meeting of January 14th, 2015 (hereafter "the Board Meeting").

A copy of the minutes of the Board Meeting will remain attached to the present deed.

Such appearing person, in the capacity indicated above, requests the undersigned notary to certify his declarations as follows:

1) The Company has been incorporated on October 23rd, 2014 before Maître Blanche MOUTRIER prenamed, deed published in the Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 3600 of November 27th, 2014, deed modified for the last time on January 16th, 2015 before Maître Blanche Moutrier, deed not yet published.

2) According to article 5 of the by-laws of the Company:

" 5. Issued and authorised share capital.

5.1 Issued share capital

The issued share capital of the Company is set at 364.000,-usd divided into 3.640 ordinary shares with a nominal value of 100,-usd each and entirely paid in.

5.2 Authorised share capital

The authorised share capital of the Company is set at 10.000.000,-usd divided into 100.000 ordinary shares with a nominal value of 100,-usd each.

5.3 Alterations of share capital

5.3.1 All shares in the share capital of the Company (each a Share) shall be issued by the Company as fully paid-up with the rights and obligations set out in these Articles.

5.3.2 Notwithstanding any other provision of this Article 5.3, no Shares may be issued by the Company if such issue would result in the issued share capital of the Company exceeding the authorised share capital of the Company as set out in Article 5.2.

5.3.3 Within the limits of the authorized capital set out in Article 5.2, the Board is authorized and empowered to realize any increase of the share capital, with or without share premium, within the limits of the authorized capital in one or more tranches, by the issue of new Shares, grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares, against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves (including in favour of new shareholders) or in any other manner determined by the Board.

5.3.4 The Board is also authorized to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares. If the consideration payable to the Company for newly issued Shares exceeds the nominal value of those Shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the Shares in the books of the Company.

5.3.5 The Board is especially authorized to issue such new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Employee Share Option Plan (ESOP) up to the amount of 500.000,-usd.

5.3.6 The Board is especially authorized to issue such new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Founders Option Pool up to the amount of 200.000,-usd.

5.3.7 The Board is especially authorized to issue new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Angel Investment up to the amount of 3.630.000,-usd to be allocated to the Lenders for the amount of 3.025.000,-usd and to the Founders Option Pool of up to 605.000,-usd.

5.3.8 The Board is especially authorized to issue new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares in relation to the Service Providers, i.e. one or more follow-on private capital financing broker warrants or suppliers and advisors in supplying services, and Founders Option Pool associated up to the amount of 5.394.000,-usd.

5.3.9 Such authorizations will expire on the fifth anniversary of the publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C) and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions.

5.3.10 The Board is authorized to do all things necessary to amend Article 5 of the present Articles in order to record the change of the issued share capital and authorized share capital following any increase pursuant to the present article. The Board is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares or to do all things necessary to amend article 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to the present article.

5.4 Power to issue different classes of Shares and attach rights

Subject to the provisions of the 1915 Law, the Shareholders may resolve in general meeting to create new classes of Shares and determine the features, rights and restrictions of such classes of Shares.

5.5 Redeemable shares

5.5.1 Subject to the provisions of the 1915 Law (and article 49-8 in particular), Shares may be issued on terms that they are to be redeemed at the option of the Company, provided that the Shareholders have in general meeting approved the terms, conditions and manner of redemption of any such Shares. In this case, the Articles shall specify that such Shares are redeemable shares in accordance with the provisions of the 1915 Law.

5.5.2 Subject to the provisions of the 1915 Law, the Company may be authorised by the Shareholders in general meeting to acquire its own Shares by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented by Shareholders attending the meeting.

5.6 Variation of rights

5.6.1 The rights attached to a class of Shares may be varied with the approval of Shareholders in general meeting in accordance with the provisions of the 1915 Law and Article 22.5 of these Articles.

5.6.2 The rights attached to a class of Shares are not, unless otherwise expressly provided for in the rights attaching to those Shares, deemed to be varied by the issue of further Shares of the same class or by the redemption by the Company of its own Shares.

5.7 Share premium

All share premium, if any, paid to the Company shall be at all times freely distributable by the Company provided that the applicable legal conditions are met (in particular, but not limited to the share premium constituting distributable amounts in accordance with law). Where a share premium is provided for, the amount thereof must be paid up in full."

3) The board of directors of the Company decided during the Board Meeting the increase of the subscribed share capital of the Company within the limits of the authorized share capital without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the capital being issued.

4) The board of directors of the Company further decided during the Board Meeting to accept the following subscriptions by:

- Dromana Holdings Pty Ltd, a company duly formed and validly existing under the laws of Australia with the registered office at 283, Rokeby Road, 6008 Subiaco (Australia) of 75 shares for a subscription price of 7.500,-usd paid by a contribution in cash;

- SST Renewables Ltd, a company duly formed and validly existing under the laws of United Kingdom with the registered office at 64, Brookville Road, Fulham, London, SW6 7BJ (United Kingdom) of 25 shares for a subscription price of 2.500,-usd paid by a contribution in cash;

- Allen B. Funk, residing at 93, River Street, Sleepy Hollow, NY 10591 (USA) of 25 shares for a subscription price of 2.500,-usd paid by a contribution in cash;

- JM Finn Nominees Ltd, having its registered office at 4 Coleman Street, EC2R2RSTA, London SP6 3NA (United Kingdom) of 25 shares for a subscription price of 2.500,-usd paid by a contribution in cash.

Consequently, the board of directors of the Company has decided the increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of 15.000,-usd so that to raise it from its current amount of 364.000,-usd to the amount of 379.000,-usd by the issuance of 150 new shares with a nominal value of 100,-usd each having same rights and obligations than the existing shares.

5) The 150 new shares with a nominal value of 100,-usd each have been subscribed in full by the above mentioned subscribers and paid up in cash on January 5th, 2015 as was evidenced to the undersigned notary.

6) Article 5.1 of the by-laws of the Company shall be now read as follows:

“ **5.1. Issued share capital.** The issued share capital of the Company is set at 379.000,-usd divided into 3.790 ordinary shares with a nominal value of 100,-usd each and entirely paid in.”

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 1.300,-euros.

The undersigned notary who understands and speaks English notes that upon request of the appearing persons the present deed is made in English followed by a French translation and in case of divergence between the English and the French, the English will prevail.

Done in Luxembourg at the date indicated at the beginning of the deed.

The deed having been read to the comparing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing person has signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille quinze, le dix-neuf janvier.

Par devant la soussignée Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Maître Charles DURO, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du conseil d'administration «Helio Energia Holdings S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duché de Luxembourg) R.C.S. Luxembourg B 191 270 (ci-après “la Société”), mandaté à cet effet suivant procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 14 Janvier 2015 (ci-après “la Réunion du Conseil d'Administration”).

Une copie du procès-verbal de la Réunion Conseil d'Administration restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, agissant en sa dite qualité, a requis le notaire instrumentaire de constater comme suit ses déclarations:

1) La Société a été constituée le 23 Octobre 2014 par devant Maître Blanche MOUTRIER prénommée, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 3600 du 27 novembre 2014, acte modifié pour la dernière fois le 16 janvier 2015 par devant Maître Blanche MOUTRIER, acte pas encore publié.

2) Selon l'article 5 des statuts de la Société:

« 5. Capital social émis et Capital autorisé.

5.1 Capital social émis

Le capital social émis de la Société est fixé à 364.000,-usd divisé en 3.640 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100,-usd chacune, entièrement libérées.

5.2 Capital Social Autorisé

La Société dispose d'un capital social autorisé de 10.000.000,-usd divisé en 100.000 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100,-usd chacune.

5.3 Modifications du capital social

5.3.1. Toutes les actions de la Société (individuellement une Action) seront émises par la Société entièrement libérées avec les droits et obligations figurant aux présents Statuts.

5.3.2. Nonobstant toute autre disposition du présent article 5.3. aucune Action ne peut être émise par la Société qui aurait pour effet que le capital social émis de la Société dépasse le montant du capital autorisé de la Société tel qu'il est défini à l'article 5.2.

5.3.3. Dans les limites du capital social autorisé défini à l'article 5.2, le Conseil est autorisé à et reçoit le pouvoir de réaliser toute augmentation du capital social, avec ou sans prime d'émission, dans les limites du capital autorisé, en une ou plusieurs tranches, par l'émission de nouvelles Actions, l'attribution d'options exerçables en Actions, de droits de souscrire ou de convertir tous instruments en Actions, par apport en numéraire ou en nature, par apport de créances, par incorporation de réserves (y compris en faveur de nouveaux actionnaires) ou de toute autre manière déterminée par le Conseil.

5.3.4. Le Conseil est également autorisé à déterminer la date et le lieu de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles Actions. Si l'apport devant être fait à la Société pour les Actions nouvellement émises excède la valeur nominale de ces Actions, ce surplus devra être traité dans les livres de la Société comme une prime d'émission relative à ces Actions.

5.3.5. Le Conseil est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles Actions (ou à attribuer des options exerçables en Actions, des droits de souscrire ou de convertir tous instruments en Actions) en limitant ou supprimant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire à ces nouvelles Actions (ou des options exerçables en Actions ou des droits de souscrire ou de convertir des instruments en actions) en relation avec le plan d'intéressement des employés à concurrence du montant de 500.000,-usd.

5.3.6. Le Conseil est particulièrement autorisé à émettre ces nouvelles actions (ou l'octroi d'options exerçables en actions, de droits de souscription ou de conversion des instruments en actions) en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires à souscrire les nouvelles actions (ou options exerçables en actions nouvelles ou de titres convertibles en actions nouvelles) par rapport au Founders Option Pool à concurrence du montant de 200.000, -usd.

5.3.7. Le Conseil est particulièrement autorisé à émettre de nouvelles actions (ou l'octroi d'options exerçables en actions, de droits de souscription ou de conversion des instruments en actions) en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions (ou options exerçables en actions nouvelles ou de titres convertibles en actions nouvelles) par rapport au Angel Investment concurrence du montant de 3.630.000,-usd à allouer aux Lenders de 3.025.000,-usd et au Founders Option Pool pour 605.000,-usd.

5.3.8. Le Conseil est particulièrement autorisé à émettre de nouvelles actions (ou l'octroi d'options exerçables en actions, de droits de souscription ou de conversion des instruments en actions) en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions (ou options exerçables en actions nouvelles ou de titres convertibles en actions nouvelles) en relation avec les Service Providers, par exemple, une ou plusieurs suites de mandats privés de courtage de financement du capital ou des fournisseurs et conseillers dans la fourniture de services, et le Founders Option Pool y relatif à concurrence du montant de 5.394.000,-usd.

5.3.9. Cette autorisation expirera au cinquième anniversaire de la publication du présent acte dans le journal officiel du Luxembourg (le Mémorial C) et pourra être renouvelée en conformité avec les dispositions légales applicables.

5.3.10. Le Conseil est autorisé à faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social émis et du capital social autorisé à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article. Le Conseil est autorisé à faire ou à autoriser tous les actes requis pour l'exécution et la publication d'une telle modification en accord avec la Loi de 1915. Par ailleurs, le Conseil peut déléguer à n'importe quel administrateur ou dirigeant de la Société ou à tout autre personne, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir paiement pour les actions ou de faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article.

5.4 Pouvoir d'émettre différentes classes d'actions et droits y attachés

Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, les Actionnaires peuvent décider en assemblée générale de créer de nouvelles classes d'Actions et déterminer les caractéristiques, droits et restrictions de ces nouvelles classes d'actions.

5.5 Actions rachetables

5.5.1 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 (et de l'article 49-8 en particulier), les Actions peuvent être émises en précisant les termes auxquels elles sont rachetables à l'option de la Société, à condition que les Actionnaires en assemblée générale aient approuvé les termes et les conditions et la manière du rachat de ces Actions. Dans ce cas, les Statuts doivent préciser que ces actions sont rachetables conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

5.5.2 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, la Société peut être autorisée par les actionnaires en assemblée générale à acquérir ses propres Actions à la majorité simple des votes, indépendamment de la proportion du capital représenté par les Actionnaires participant à l'assemblée.

5.6 Variation des droits

5.6.1 Les droits attachés à une classe d'Actions peuvent être modifiés par les Actionnaires en assemblée générale conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et de l'article 21.5 de ces Statuts.

5.6.2 Les droits attachés à une classe d'Actions ne sont pas, à moins qu'il n'en soit prévu autrement par les droits attachés à ces Actions, considérés comme modifiés par l'émission ultérieure d'Actions de la même classe ou par le rachat de ses propres Actions par la Société.

5.7 Prime d'émission

Toute prime d'émission, le cas échéant, payée à la Société doit être à tout moment librement distribuable par la Société, à condition que les conditions légales applicables soient remplies (en particulier, mais pas seulement, celles limitées à la prime d'émission constituant un montant distribuable conformément à la loi). Lorsqu'une prime d'émission est prévue, le montant de celle-ci doit être intégralement versé.»

3) Le conseil d'administration de la Société a décidé pendant la Réunion du Conseil d'Administration l'augmentation du capital social souscrit de la Société dans les limites du capital autorisé sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription à l'augmentation du capital social souscrit à intervenir.

4) Le conseil d'administration de la Société a également décidé pendant la Réunion du Conseil d'Administration d'accepter les souscriptions suivantes de:

- Dromana Holdings Pty Ltd, une société de droit australien ayant son siège social à 283, Rokeby Road, 6008 Subiaco (Australie) de 75 actions pour un prix de souscription de 7.500,-usd libéré par un apport en numéraire;
- SST Renewables Ltd, une société de droit anglais ayant son siège social à 64, Brookville Road, Fulham, Londres, SW6 7BJ (Royaume-Uni) de 25 actions pour un prix de souscription de 2.500,-usd libéré par un apport en numéraire;
- Allen B. Funk, résident au 93, River Street, Sleepy Hollow, NY 10591 (USA) (Royaume-Uni) de 25 actions pour un prix de souscription de 2.500,-usd libéré par un apport en numéraire;

- JM Finn Nominees Ltd, une société de droit anglais ayant son siège social à 4 Coleman Street, EC2R2RSTA, Londres SP6 3NA (Royaume-Uni) de 25 actions pour un prix de souscription de 2.500,-usd libéré par un apport en numéraire.

Par conséquent, le conseil d'administration de la Société a décidé d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de 15.000,-usd pour le porter de son montant actuel de 364.000,-usd au montant de 379.000,-usd par l'émission de 150 nouvelles actions avec une valeur nominale de 100,-usd chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

5) Les 150 nouvelles actions avec une valeur nominale de 100,-usd chacune ont été souscrites par les souscripteurs ci-avant mentionnés et ont été libérées en numéraire en date du 5 janvier 2015, tel qu'il a été justifié au notaire instrumentaire.

6) L'article 5.1 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **5.1. Capital social émis.** Le capital social émis de la Société est fixé à 379.000,-usd divisé en 3.790 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100,-usd chacune, entièrement libérées.»

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge, à raison du présent acte est évalué approximativement à la somme de 1.300.- euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en version anglaise suivie d'une traduction en français et en cas de divergence entre l'anglais et le français, la version anglaise prévaudra.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, le comparant a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: DURO, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20/01/2015. Relation: EAC/2015/1468. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 21/01/2015.

Référence de publication: 2015011326/254.

(150013508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Delta Planet Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 144.075.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze,

le trente décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Philippe LECLERC, employé privé, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

«SIDEPTH TRADING & INVESTMENTS Limited», une société anonyme, constituée et existant sous les lois de Chypre, enregistrée au «Registar of Companies» de Chypre sous le numéro HE240299, établie et ayant son siège social au Agias Elenis & Arch. Makariou III, Galaxias Building, 2nd Floor, P.C. 1060 Nicosia - Chypre

(le «mandant»),

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Genève (Suisse), le 22 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et mandant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel mandataire, ès-dites qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1.- Que son mandant, la société «SIDEPTH TRADING & INVESTMENTS Limited», prédésignée est la seule et unique associée (l'«Associé») de la société «DELTA PLANET INVESTMENT S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée soumise au droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social actuel au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 144 075 et

constituée suivant acte notarié dressé en date du 24 décembre 2008, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 05 février 2009, sous le numéro 259 et page 12389;

2.- Que les statuts de la Société furent modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte notarié reçu en date du 05 janvier 2012, lequel acte fut régulièrement publié au Mémorial, le 23 mars 2012, sous le numéro 781 et page 37445;

3.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) et se trouve représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées en numéraire;

4.- Que l'Associé est le seul et unique propriétaire de toutes les cent (100) parts sociales de la Société, représentant l'intégralité de son capital social;

5.- Que l'Associé, étant le seul associé de ladite Société, a décidé de procéder à la dissolution immédiate de ladite Société;

6.- Que le même Associé déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société telle qu'indiquée dans la situation intérimaire de la Société arrêtée au 19 décembre 2014 par conséquent déclare approuver, sans restriction ni réserve lesdits comptes;

7.- Que l'Associé, en sa qualité de détenteur unique des parts sociales de la Société déclare avoir reçu tous les actifs de la Société et qu'il prendra personnellement en charge tout le passif de la Société qu'il soit occulte et inconnu à ce moment;

8.- Que partant la Société se trouve par le présent acte complètement liquidée à partir de ce jour;

9.- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant unique de la Société pour l'exercice dudit mandat jusqu'à ce jour;

10.- Que les livres, documents et pièces relatifs à la Société resteront conservés durant le délai légal de cinq (5) ans à l'adresse suivante: 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange;

11.- Que l'Associé déclare prendre à sa charge tous les frais résultant du présent acte.

Dont acte, fait et passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire de l'Associé prémentionné a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. LECLERC, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 7 janvier 2015. Relation: EAC/2015/455. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015011200/58.

(150012627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

LuxcoSITQ 7, Société Civile.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg E 3.972.

Il résulte d'un contrat signé sous seing privé en date du 16 décembre 2014 que:

- EuroSITQ Finances a transféré la totalité de ses 49.999 (quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales détenues dans la Société à LuxcoSITQ 1, une société civile ayant son siège sociale au 25A, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro E 3966;

- EuroSITQ a transféré 1 (une) part sociale détenue dans la Société à LuxcoSITQ 2, une société civile ayant son siège sociale au 25A, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro E 3967.

En conséquence de quoi, LuxcoSITQ 1 et LuxcoSITQ 2 sont désormais associés de la Société.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015011439/20.

(150013044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Green-Man S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 157.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015012071/9.

(150013611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Green-Man S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 157.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015012070/9.

(150013610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Suco Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 19.755.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège, 40, Rangwee L - 2412 Luxembourg, le *vendredi 6 mars 2015* à 10 heures, en présence de Maître Joëlle BADEN, notaire.

Ordre du jour:

1. Suppression de la valeur nominale des actions ;
2. Conversion des actions au porteur en actions nominatives ;
3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts ;
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015021487/16.

Suco Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 19.755.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE

qui se tiendra au siège, 40, Rangwee L-2412 Luxembourg, le *vendredi 6 mars 2015* à 9 heures.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2014 ; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015016836/18.